

BE-A0524_714536_802265_FRE

Inventaire des archives du Bureau de
recettes domaniales et d'amendes pénales
de Mons, 1708-2002



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	9
Consultation et utilisation.....	10
Conditions d'accès.....	10
Conditions de reproduction.....	10
Histoire du producteur et des archives.....	11
Producteur d'archives.....	11
Nom.....	11
Historique.....	11
Compétences et activités.....	17
Archives.....	20
Historique et acquisition.....	20
Contenu et structure.....	21
Contenu.....	21
Sélections et éliminations.....	21
Accroissements/compléments.....	21
Mode de classement.....	22
 DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	 23
I. Bureau de recettes domaniales et d'amendes pénales de Mons.....	23
A. Actes du receveur des domaines.....	23
1 - 7 Actes du receveur des domaines. 1954-1962.....	23
B. Registres de formalité et de recette.....	23
1. Actes sous seing privé.....	23
8 - 20 Registres de formalité et de recette des actes sous seing privé (série 6). 1896-1905, 1952-1976.....	23
C. Sommier des droits en sursis.....	24
D. Sommiers des biens corporels et incorporels.....	24
1. Rentes.....	24
22 - 23 Sommier des rentes ou " Sommiers des baux et abonnements des Domaines corporels et incorporels ". 1797/1798 (an VI) - 1833.....	24
2. Biens corporels.....	25
25 - 54 Sommiers de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32). 1804-1949.....	25
55 - 146 Annexes du sommier de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32). 1831-1978.....	27
3. Biens corporels immobiliers.....	32
147 - 159 Sommiers des biens corporels immobiliers appartenant à l'État (série 32A). 1949-1974.....	32
4. Locations et concessions.....	33
160 - 161 Sommiers des locations d'immeubles et des concessions (série 32A). 1974-1982.....	33
5. Biens corporels mobiliers.....	34
162 - 172 Sommiers des biens corporels mobiliers appartenant à l'État (série 32B). 1953-2002.....	34
6. Concessions.....	34
173 - 190 Sommiers des concessions (série 32C). 1951-1986.....	34
7. Biens corporels et incorporels à éclaircir.....	36
191 - 192 Sommiers des biens corporels et incorporels à éclaircir. 1831-1861.....	36
8. Biens incorporels et produits divers.....	36

193 - 194 Mémoires des produits divers. 1828-1847.....	36
195 - 204 Sommiers de consistance des biens incorporels appartenant à l'État et des produits généralement connus sous le nom de produits divers (série 33). 1829-1971.....	36
205 - 208 Annexes du sommier de consistance des biens incorporels appartenant à l'État et des produits généralement connus sous le nom de produits divers (série 33). 1930-1952.....	37
E. Dossiers particuliers liés à des biens domaniaux.....	37
a. Ventes domaniales.....	37
209 - 254 Dossiers des ventes de biens domaniaux. 1828-1895.....	37
b. Décomptes avec les acquéreurs et cautionnement.....	40
c. Aménagement et défortification de la ville de Mons.....	41
d. La Haine.....	46
e. Canal du Centre.....	46
f. Canal de Mons à Condé.....	46
g. Routes et barrières.....	47
h. Règlements des bâtisses.....	47
i. Bois.....	47
j. Découvertes.....	48
F. Successions vacantes ou en déshérence.....	49
333 - 348 Annexes du sommier des successions vacantes ou en déshérence (série 35). 1817-1972.....	49
333 - 338 Dossiers classés par nom des défunts. 1817-1869.....	49
339 - 348 Dossiers classés par volume et articles. 1912-1972.....	49
G. Biens des communes.....	50
H. Biens séquestrés.....	50
I. Biens des cures.....	50
J. Biens des fabriques d'église et des bureaux de bienfaisance.....	51
356 - 357 Sommiers des biens dont les fabriques d'église et les établissements de bienfaisance ont été envoyés en possession (série 40). [XIXe siècle].....	51
K. Surséances indéfinies.....	52
365 - 367 Annexes du sommier des surséances indéfinies (série 41). 1930-1975.....	52
L. Contentieux judiciaires.....	52
M. Déclarations d'affichage.....	52
370 - 376 Déclarations d'affichage. 1946-1971.....	52
N. Correspondance.....	53
377 - 399 Registres de correspondance (série 49). 1897-1974.....	53
377 - 391 Bureau des domaines et Bureau des actes d'huissiers et des domaines. 1923-1974.....	53
392 - 399 Bureau des actes judiciaires et Bureau des actes judiciaires et du timbre extraordinaire. 1897-1966.....	54
400 - 404 Copie de la correspondance échangée avec le directeur de l'enregistrement de Mons. 1919-1967.....	55
400 - 402 Bureau des actes judiciaires et des domaines. 1919-1967.....	55
403 - 404 Bureau du timbre. 1950-1965.....	55
O. Organisation générale.....	55
P. Opérations de bourse.....	55
Q. Instances, contraintes et récupérations de biens ou de rentes.....	56
411 - 448 Pièces relatives à des litiges ou des éclaircissements liés à des biens domaniaux classés en fonction de la provenance desdits biens. 1708-1848..	56
449 - 493 Pièces relatives à diverses instances intentées. 1800-1874.....	58
R. Fonds de l'industrie nationale.....	62

496 - 500 Pièces annexes du sommier du Fonds de l'industrie nationale. 1825-1854.....	62
S. Législations spécifiques.....	63
T. Porteurs de contraintes.....	63
U. Amendes, frais de justice et recours en grâces.....	63
508 - 512 États des frais de justice criminelle concernant les captures. 1894-1898.....	63
513 - 518 Dossiers relatifs aux informations et décisions sur les recours en grâce. 1894-1899.....	64
519 - 521 Pièces relatives aux écrous. 1894-1897.....	64
II. Prédécesseurs en droit.....	65
A. Bureau de l'enregistrement de Braine-le-Comte.....	65
B. Bureau de l'enregistrement de Chièvres.....	65
1. Biens corporels et incorporels.....	65
522 - 523 Sommiers de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32). 1899-1959.....	65
526 - 527 Sommiers de consistance des biens incorporels appartenant à l'État et des produits généralement connus sous le nom de produits divers (série 33). 1948-1976.....	65
2. Privilège agricole.....	66
530 - 557 Registres d'inscription du privilège agricole (série 65). 1947-1976.....	66
558 - 559 Tables alphabétiques du registre d'inscription du privilège agricole (série 66). [1947-1976].....	67
C. Bureau de l'enregistrement de Colfontaine (Ex-Pâturages).....	68
1. Biens corporels et incorporels.....	68
560 - 561 Sommiers de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32). 1860-1952.....	68
2. Successions vacantes ou en déshérence.....	68
3. Privilège agricole.....	68
567 - 575 Registres d'inscription du privilège agricole (série 65). 1940-1977.....	68
576 - 577 Tables alphabétiques du registre d'inscription du privilège agricole (série 66). [1940-1977].....	69
D. Bureau de l'enregistrement de Dour.....	69
1. Biens corporels et incorporels.....	69
2. Successions vacantes ou en déshérence.....	70
3. Privilège agricole.....	70
582 - 598 Registres d'inscription du privilège agricole (série 65). 1937-1976.....	70
E. Bureau de l'enregistrement d'Enghien.....	71
1. Biens corporels.....	71
600 - 601 Sommiers de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32). 1924-1969.....	71
2. Successions vacantes ou en déshérence.....	71
3. Privilège agricole.....	72
606 - 616 Registres d'inscription du privilège agricole (série 65). 1929-1970.....	72
F. Bureau de l'éclusier percepteur à Jemappes.....	72
G. Bureau de l'enregistrement de La Louvière I.....	73
1. Biens corporels.....	73
619 - 627 Sommiers de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32). 1877-1952.....	73

632 - 634	Sommiers des concessions (série 32C). 1907-1968.....	74
636 - 638	Sommiers de consistance des biens incorporels appartenant à l'État et des produits généralement connus sous le nom de produits divers (série 33). 1959-1976.....	74
2.	Privilège agricole.....	74
H.	Bureau de l'enregistrement de La Louvière II.....	74
1.	Actes du receveur.....	74
2.	Biens corporels.....	75
642 - 644	Sommiers des locations d'immeubles et des concessions (série 32A). 1974-1976.....	75
647 - 648	Sommiers des concessions (série 32C). 1932-1974.....	75
649 - 650	Annexes du sommier des concessions (série 32C). 1949-1976....	75
3.	Privilège agricole.....	76
653 - 659	Registres d'inscription du privilège agricole (série 65). 1946-1977.	76
I.	Bureau de l'enregistrement de Le Rœulx.....	76
1.	Biens corporels.....	76
661 - 665	Sommiers de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32). 1917-1949.....	76
666 - 670	Annexes au sommier de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32). 1932-1969.....	77
672 - 677	Annexes du sommier des biens corporels immobiliers appartenant à l'État (série 32A). 1928-1976.....	77
672 - 673	Volume 1. 1928-1975.....	77
678 - 679	Sommiers des locations d'immeubles et des concessions (série 32A). 1971-1976.....	78
682 - 683	Sommiers des concessions (série 32C). 1957-1972.....	78
684 - 687	Sommiers des concessions (série 32C). 1931-1975.....	78
688 - 691	Sommiers de consistance des biens incorporels appartenant à l'État et des produits généralement connus sous le nom de produits divers (série 33). 1956-1976.....	78
2.	Privilège agricole.....	79
694 - 721	Registres d'inscription du privilège agricole (série 65). 1939-1976.	79
J.	Bureau de l'enregistrement de Lens.....	81
1.	Actes du receveur.....	81
2.	Biens corporels.....	81
725 - 728	Sommiers de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32). 1876-1956.....	81
729 - 738	Annexes du sommier de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32). 1890-1966.....	81
741 - 742	Annexes du sommier des concessions (série 32C). 1947-1974....	82
743 - 744	Sommiers de consistance des biens incorporels appartenant à l'État et des produits généralement connus sous le nom de produits divers (série 33). 1949-1969.....	83
3.	Privilège agricole.....	83
745 - 767	Registres d'inscription du privilège agricole (série 65). 1938-1969.	83
K.	Bureau de l'enregistrement de Mons I.....	84
1.	Privilège agricole.....	84
L.	Bureau de l'enregistrement de Mons II.....	85
1.	Privilège agricole.....	85
771 - 780	Registres d'inscription du privilège agricole (série 65). 1931-1976.	

.....	85
M. Bureau de l'enregistrement de Mons III.....	86
1. Privilège agricole.....	86
782 - 797 Registres d'inscription du privilège agricole (série 65). 1953-1976.	
.....	86
N. Bureau des actes judiciaires et du timbre extraordinaire de Mons.....	87
O. Bureau des produits divers de Boussu.....	87
800 - 803 Actes et répertoires des actes du receveur des domaines. 1924-1952.....	87
805 - 809 Annexes du sommier de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32). 1900-1953.....	87
--- Sommiers des biens corporels immobiliers appartenant à l'État (32A). 1946-1973.....	88
810 - 813 Annexes du sommier des successions vacantes ou en déshérence (série 35, volume 1, articles 10 à 31). 1921-1955.....	88
810 - 812 Ressort de Boussu. 1921-1955.....	88
814 - 815 Annexes du sommier de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32). 1925-1950.....	88
P. Bureau de l'enregistrement de Saint-Ghislain I (Ex-Boussu I).....	89
1. Biens corporels et incorporels.....	89
817 - 820 Sommiers de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32). 1895-1953.....	89
822 - 825 Sommiers des locations d'immeubles et des concessions (série 32A). 1973-1992.....	89
828 - 829 Sommiers des concessions (série 32C). 1969-1975.....	90
830 - 831 Sommiers de consistance des biens incorporels appartenant à l'État et des produits généralement connus sous le nom de produits divers (série 33). 1972-1976.....	90
2. Successions vacantes ou en déshérence.....	90
3. Surséances indéfinies.....	90
4. Privilège agricole.....	90
835 - 847 Registres d'inscription du privilège agricole (série 65). 1955-1977.	
.....	90
Q. Bureau de l'enregistrement de Saint-Ghislain II (Ex-Boussu II).....	91
1. Biens corporels et incorporels.....	91
R. Bureau de l'enregistrement de Soignies I.....	92
1. Actes du receveur.....	92
2. Biens corporels et incorporels.....	92
854 - 855 Sommiers de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32). 1908-1960.....	92
3. Successions vacantes ou en déshérence.....	93
4. Privilège agricole.....	93
862 - 887 Registres d'inscription du privilège agricole (série 65). 1939-1977.	
.....	93
S. Bureau de l'enregistrement de Soignies II (Ex-Braine-le-Comte).....	95
1. Biens corporels et incorporels.....	95
893 - 896 Sommiers de consistance des biens incorporels appartenant à l'État et des produits généralement connus sous le nom de produits divers (série 33). 1924-1976.....	95
2. Privilège agricole.....	96
900 - 918 Registres d'inscription du privilège agricole (série 65). 1943-1976.	
.....	96
T. Vérificateur de l'enregistrement.....	97

U. Bureau indéterminé.....97

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Bureau de recettes domaniales et d'amendes pénales Mons

Période:

1708 - 2002

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0524.937

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 921.00
- Etendue inventoriée: 34.00 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Mons

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Tous les documents de plus de 100 ans sont librement consultables. Les documents fiscaux de moins de 100 ans sont sensibles du point de vue de la protection de la vie privée. Leur consultation n'est possible qu'avec l'autorisation de l'Archiviste général du Royaume ou de son délégué, moyennant la remise d'une fiche d'identification et d'un formulaire de recherche signé du demandeur. En outre, l'autorisation du receveur est nécessaire pour les parties intéressées à l'acte ou leurs ayants droit. Pour les tiers, une ordonnance du juge de paix est nécessaire ¹.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État.

1 F. PLISNIER, *La communicabilité et l'accessibilité des archives. Bases légales et manuel pratique pour les documents conservés aux Archives de l'Etat dans les provinces wallonnes (y compris la Communauté germanophone) et en région bruxelloise*, Bruxelles, 2011, p. 60-61 (*Miscellanea Archivistica Studia*, 199).

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Bureau de recettes domaniales et d'amendes pénales de Mons

Prédécesseurs en droit :

Bureau de l'enregistrement de Braine-le-Comte

Bureau de l'enregistrement de Colfontaine

Bureau de l'enregistrement de Dour

Bureau de l'enregistrement d'Enghien

Bureau de l'éclusier percepteur à Jemappes

Bureau de l'enregistrement de La Louvière I

Bureau de l'enregistrement de La Louvière II

Bureau de l'enregistrement de Le Rœulx

Bureau de l'enregistrement de Lens

Bureau de l'enregistrement de Mons I

Bureau de l'enregistrement de Mons II

Bureau de l'enregistrement de Mons III

Bureau de l'enregistrement de Mons IV

Bureau des actes judiciaires et du timbre extraordinaire de Mons

Bureau des produits divers de Boussu

Bureau de l'enregistrement de Saint-Ghislain I

Bureau de l'enregistrement de Saint-Ghislain II

Bureau de l'enregistrement de Soignies I

Bureau de l'enregistrement de Soignies II

HISTORIQUE

Les lois révolutionnaires des 5 et 19 décembre 1790 instaurent les droits d'enregistrement, taxes sur les transferts de biens (surtout immobiliers) prélevés par le biais d'un enregistrement par le fonctionnaire compétent. Les premiers bureaux de l'enregistrement et des domaines sont créés en Belgique en 1796, après l'annexion par la République française. Le ressort d'un bureau correspond à une ou plusieurs municipalités cantonales. Toutefois, dans certaines communes fort peuplées, les attributions de l'enregistrement peuvent être réparties entre plusieurs receveurs chargés chacun d'une part des compétences.

En date du 26 pluviôse an IV (15 février 1796), il est fait mention de l'existence d'un bureau de l'enregistrement à Mons ². L'*Almanach du département de Jemappes* de l'an VII précise la répartition des attributions entre plusieurs bureaux spécifiques et indique que ces bureaux ont pour ressort les cantons

2 Arrêté du directoire exécutif du 26 pluviôse an IV (15 février 1796) qui détermine les bureaux d'hypothèques à établir dans les départements réunis, *Pasinomie*, 1re série, t. 7, p. LXII-LXIII.

municipaux de Mons, Lens, Harveng et Pâturages ³.

Il existe deux bureaux, l'un dirigé par Augustin Voidel, receveur de l'enregistrement, et l'autre par Augustin Delavault, receveur du domaine national ⁴. Augustin Voidel est également chargé de la conservation des hypothèques. Dès l'an XI (1801) au plus tard, le nombre de bureaux passe à quatre. Le bureau de l'enregistrement des actes civils et des déclarations de succession, dirigé par Voidel et établi place de la Révolution (l'actuelle place du Chapitre), se charge de l'enregistrement des actes civils et des déclarations de succession, de la recette du timbre, des saisies réelles, des barrières et des droits sur le tabac. Le bureau de l'enregistrement des actes judiciaires et d'huissiers, dirigé par Lenoir, traite, outre ces dernières matières, de celle de la recette du timbre, des amendes, des patentes, des droits de greffe et des droits de messageries. Le bureau de la recette des domaines nationaux, dirigé par Dallonville, traite également de la recette du prix de vente de l'aliénation des domaines nationaux pour tout le département et celle du prix des ventes de bois et des amendes forestières. Par ailleurs, un bureau du timbre extraordinaire, dirigé par Nicat, est établi dans les locaux de la Direction de l'enregistrement et des domaines de Mons ⁵.

Quant aux cantons municipaux, ils sont constitués en 1795 lors de la formation du département de Jemappes. Le canton de Mons est formé de la seule ville de Mons ⁶, celui de Lens, des communes de Baudour, Bauffe, Brugelette, Cambron-Casteau, Cambron-Mairie, Cambron-Saint-Vincent, Erbaut, Erbisœul, Fouleng, Gages, Ghlin, Gibecq, Gondregnies, Grosage, Herchies, Jurbise, Lens, Masnuy-Saint-Jean, Mévergnies-lez-Lens, Montignies-lez-Lens, Neufmaison, Nimy-Maisières, Sirault ⁷, et celui de Pâturages, des communes d'Asquillies, Aulnois, Blaregnies, Bougnies, Ciplly, Cuesmes, Eugies, Frameries, Genly, Givry, Gœgnies-Chaussée, Harmignies, Harveng, Havay, Hornu, Hyon, Jemappes, Mesvin, Noirchain, Nouvelles, Pâturages, Quaregnon, Quévy-le-Grand, Quévy-le-Petit, Sars-la-Bruyère, Spiennes, Warquignies, Wasmes, Wasmuel ⁸. L'arrêté du 2 septembre 1796 a transféré 14 communes du canton de Pâturages vers celui de Harveng ⁹. Il s'agit des communes d'Asquillies, Bougnies, Cuesmes, Givry, Gœgnies-Chaussée, Harmignies, Harveng, Havay, Hyon, Mesvin, Nouvelles, Quévy-le-Grand, Quévy-le-Petit et Spiennes ¹⁰.

Les cantons municipaux sont supprimés par la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800) ¹¹ et remplacés par les cantons judiciaires. Les deux cantons judiciaires de Mons sont créés par l'arrêté des consuls du 7 frimaire an X (28 novembre 1801) ¹². Le canton de Mons-Nord est composé des communes de Havré, Mons-Nord, Nimy-Maisières, Obourg, Saint-Symphorien et Spiennes tandis que le canton de Mons-Sud se compose des communes de Ciplly, Cuesmes, Ghlin, Hyon, Jemappes (y compris Flénu), Mesvin, Mons-Sud et

3 Almanach du département de Jemappes pour l'an VII, Mons, an VII, p. 28-30.

4 Idem.

5 Almanach du département de Jemappes pour l'an XI, Mons, an XI, p. 18-19.

6 S. VRIELINCK, De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, vol. 1, p. 330.

7 Idem, p. 385.

8 Idem, p. 408-409.

9 Idem.

10 Idem, p. 368-369.

11 Bulletin des lois de la République française, 3e série, t. 1er, n° 17, arrêté n° 115.

12 Bulletin des lois de la République française, 3e série, t. 5, n° 155, arrêté n° 1203.

Nouvelles. La loi du 8 mai 1847 réunira toutes ces communes pour ne plus former qu'un seul canton de Mons ¹³.

La suppression des municipalités de canton et l'établissement des cantons judiciaires ne changent cependant rien aux ressorts des bureaux jusqu'à la fin de l'année 1807. Le 1er janvier 1808, en vertu d'un arrêté du directeur général de l'administration de l'enregistrement et des domaines du 12 septembre 1807, les bureaux de cette administration situés dans le département de Jemappes sont réorganisés. Il restera neuf bureaux pour l'arrondissement communal de Mons, ils seront placés à Enghien, Soignies, Chièvres, Lens, Mons, Pâturages et Boussu. Les trois bureaux de Mons sont composés des treize communes des deux cantons de Mons ¹⁴.

Le découpage géographique et les compétences des bureaux restent inchangés jusqu'en 1868. Ils sont communément dénommés " bureau des actes civils et des successions ", " bureau des actes judiciaires ", " bureau des domaines " et " bureau du timbre extraordinaire " ¹⁵.

Par arrêté royal du 6 novembre 1867, le Bureau des actes judiciaires et le Bureau des domaines voient leurs compétences modifiées à partir du 1er janvier 1868 ¹⁶. La recette des produits divers, non compris la régie des biens saisis du Hainaut, est attribuée au bureau des domaines, tandis que la recette du droit de timbre extraordinaire, ainsi que le débit des formules de permis de port d'armes de chasse et de passeports, sont attribués au bureau des actes judiciaires, où continueront à être acquittés les frais de justice urgents et non urgents.

À partir du 1er janvier 1896, le Bureau des domaines est renommé Bureau des domaines et des actes d'huissiers. Il reprend les compétences de l'enregistrement des actes d'huissiers et des exploits et procès-verbaux d'huissiers exercées jusqu'alors par le Bureau des actes judiciaires et du timbre extraordinaire ¹⁷.

À partir du 1er mai 1912, l'enregistrement des actes administratifs et des actes sous seing privé autres que les annexes des actes notariés entre dans le champ des compétences du bureau des actes judiciaires et du timbre extraordinaire. Celles-ci étaient précédemment dévolues au bureau des actes civils et des successions. Toutefois, l'enregistrement des procurations et autres actes simples sous signature privée pourra être requise indifféremment au bureau des actes judiciaires et du timbre extraordinaire et au bureau des domaines et actes d'huissiers.

Le 1er janvier 1921, le Bureau des actes civils et des successions est divisé sur une base fonctionnelle en un bureau des actes civils et en un bureau des successions ¹⁸.

Dix ans plus tard, à compter du 1er mai 1931, la division fonctionnelle des bureaux ayant les actes civils et les successions comme compétence est

13 S. VRIELINCK, *De territoriale indeling van België (1795-1963)*, Louvain, 2000, vol. 1, p. 496-497.

14 *Almanach du département de Jemappes pour l'année 1808*, Mons, 1808, p. 207-208. Voir aussi *Archives de l'État à Mons, Collection d'imprimés officiels de l'époque française*, n° 835.

15 *Almanach royal*, 1867.

16 Arrêté royal du 6 novembre 1867, *Moniteur belge*, 19 novembre 1867, p. 6342.

17 Arrêté royal du 28 novembre 1895, *Moniteur belge*, 7 décembre 1895, p. 4665.

18 Arrêté royal du 30 novembre 1920, *Moniteur belge*, 15 décembre 1920, p. 10131.

supprimée au profit d'une division territoriale du canton de Mons ¹⁹.

Le Premier bureau des actes civils et des successions, qui remplace le Bureau des actes civils, est compétent pour l'enregistrement des actes des notaires Degand, Delanney, Dumortier, Grimard et Tondreau, à Mons, ainsi que pour l'enregistrement des actes notariés, des actes sous seing privé contenant mutation de propriété, d'usufruit et de jouissance de biens immeubles et la perception des droits de succession, des droits de mutation par décès et de la taxe compensatoire des droits de succession pour les communes de Havré, Mons, Obourg, Saint-Symphorien et Spiennes.

Le Deuxième bureau des actes civils et des successions, qui remplace le Bureau des successions, est compétent pour l'enregistrement des actes des notaires Hambye, Houdart et Jeanmart, à Mons, ainsi que des mêmes compétences que le premier bureau pour les communes de Ciplly, Cuesmes, Flénu, Ghlin, Hyon, Jemappes, Maisières, Mesvin, Nimy et Nouvelles.

Dès ce moment, la documentation produite par les anciens bureaux traitant des successions et des actes civils est considérée comme commune aux deux bureaux. Dans les faits, elle a été réunie au Premier bureau de l'enregistrement.

Dans le même temps, les compétences du Bureau des actes judiciaires et du timbre extraordinaire et du Bureau des actes d'huissiers et des domaines sont précisées.

Le premier est chargé, pour les communes de Ciplly, Cuesmes, Flénu, Ghlin, Havré, Hyon, Jemappes, Maisières, Mesvin, Mons, Nimy, Nouvelles, Obourg, Saint-Symphorien et Spiennes, de l'enregistrement des actes judiciaires et des actes administratifs et des actes sous seing privé ne contenant pas mutation de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles. Il est aussi compétent pour le recouvrement des droits liquidés en débet du chef d'actions portées devant les tribunaux, pour la perception des droits de timbre et des taxes assimilées au timbre et pour le débet des timbres fiscaux. Enfin, il s'occupe de la formalité du timbrage à l'extraordinaire et de la perception de la taxe annuelle sur les contrats d'assurance pour l'ensemble des arrondissements judiciaires de Mons et de Tournai.

Le deuxième est, quant à lui, compétent, dans le canton de Mons, pour l'enregistrement des actes d'huissiers et de tous autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux, ainsi que de l'enregistrement des déclarations de refus de paiement et des effets joints à ces déclarations et aux protêts, pour l'enregistrement des procurations et autres actes sous seing privé non mutatifs d'immeubles, pour le recouvrement des produits domaniaux, des péages et des produits divers et accidentels, pour la recette des amendes et des frais de justice et pour le débet des timbres fiscaux. Il exerce également, dans l'arrondissement judiciaire de Mons, la recette des produits généralement quelconques des bois domaniaux ou indivis et des propriétés qui en dépendent. Par arrêté ministériel du 5 juillet 1952, les bureaux de Mons sont à nouveau profondément réorganisés ²⁰.

Un troisième bureau des actes civils et successions de Mons est créé à cette occasion. Il reprend aux deux premiers bureaux des actes civils et des

19 Arrêté royal du 14 mars 1931, Moniteur belge, 19 mars 1931, p. 1440-1442.

20 Arrêté ministériel du 5 juillet 1952, Moniteur belge, 27 février 1953, p. 1110-1112.

successions de Mons, ainsi qu'au bureau des actes civils et des successions de Pâturages, l'enregistrement des actes des notaires Bertaux et Brahy à Mons ainsi que les compétences de l'enregistrement des actes notariés, des actes sous seing privé, et de la perception des droits de succession pour les communes du canton de Mons : Cibly, Cuesmes, Havré, Hyon, Mesvin, Nouvelles, Obourg, Saint-Symphorien et Spiennes ; et celles du canton de Pâturages : Asquillies, Bougnies, Eugies, Genly, Givry, Harmignies, Harveng, Havay, Noirchain, Quévy-le-Grand et Quévy-le-Petit.

Ce dernier bureau est aussi chargé de l'enregistrement des actes administratifs et des actes sous seing privé ne portant pas mutation de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles. Cette dernière compétence était jusqu'alors exercée par le Bureau des actes judiciaires et du timbre extraordinaire.

Le Premier bureau des actes civils et des successions reste donc compétent pour les notaires Delanney, Gauche, Grimard et Tondreau, à Mons, et pour la ville de Mons en matière d'actes sous seing privé et de la perception des droits d'enregistrement.

Le Deuxième bureau des actes civils et des successions reste compétent pour les notaires Defévrumont et Hambye, à Mons, et pour les communes de Flénu, Ghlin, Jemappes, Maisières et Nimy en les mêmes matières que le Premier bureau.

Les bureaux des actes judiciaires et du timbre extraordinaire et des domaines et actes d'huissiers sont remplacés par un " bureau du timbre, des amendes et frais de justice " et par un " bureau des actes judiciaires et des domaines ".

Le Bureau du timbre, des amendes et frais de justice exerce, pour les cantons de Boussu, Dour, Mons et Pâturages, le recouvrement des amendes et frais de justice, des droits liquidés en débet du chef d'actions portées devant les tribunaux, ainsi que des droits de timbres et des taxes assimilées au timbre, les remboursements en matière de timbre et de taxes assimilées au timbre et le débit des papiers timbrés et, pour les arrondissements judiciaires de Mons et de Tournai, la formalité de timbrage à l'extraordinaire et le recouvrement de la taxe annuelle sur les contrats d'assurance.

Le Bureau des actes judiciaires et des domaines, exerce, pour le canton de Mons, l'enregistrement des actes judiciaires, des exploits et procès-verbaux d'huissiers, ainsi que des protêts et actes assimilés aux protêts et pour les cantons de Boussu, Dour, Mons et Pâturages, le recouvrement des produits domaniaux, des péages et des produits divers et accidentels ainsi que pour l'arrondissement judiciaire de Mons, le recouvrement des produits généralement quelconques des bois domaniaux ou indivis et des propriétés qui en dépendent.

Le 1er janvier 1965, la commune de Saint-Denis est fusionnée avec Obourg. Saint-Denis entre dans le ressort du Troisième bureau de l'enregistrement de Mons ²¹.

Suite à la suppression du Bureau du timbre, des amendes et frais de justice de Mons, le Bureau des actes judiciaires et des domaines de Mons reprend toutes ses compétences ²².

21 Arrêté ministériel du 15 décembre 1964, Moniteur belge, 18 décembre 1964, p. 13025-13027.

22 Arrêté ministériel du 23 décembre 1965, Moniteur belge, 22 octobre 1966, p. 10737.

À l'instar de nombreux autres bureaux du pays, les noms des bureaux sont modifiés, à partir du 1er janvier 1970, en 1er, 2e, 3e et 4e (ex-Bureau des actes judiciaires et des domaines) bureaux de l'enregistrement de Mons ²³.

Quelques modifications sont apportées aux compétences.

Les premier et deuxième bureaux acquièrent la compétence d'enregistrement des actes administratifs portant mutation immobilière. Le deuxième bureau étend son ressort aux communes d'Erbisœul, Jurbise, Masnuy-Saint-Jean et Masnuy-Saint-Pierre. Ces communes dépendaient jusqu'alors du Bureau de l'enregistrement et des domaines de Chièvres.

Le troisième bureau voit son ressort diminué. Les communes d'Eugies, Noirchain, Genly, Quévy-le-Petit et Quévy-le-Grand retournent au Bureau de l'enregistrement de Pâturages tandis que les communes d'Havré et Obourg sont transmises au Bureau de l'enregistrement de Le Rœulx. Il s'étend toutefois aux communes de Vellereille-les-Brayeux et Villers-Saint-Ghislain qui dépendaient jusqu'alors du Bureau de l'enregistrement et des domaines de Le Rœulx. Il reste compétent pour l'enregistrement des actes sous seing privé non mutatifs des communes dépendant des bureaux de Mons.

Le Bureau des actes judiciaires et des domaines devient le Quatrième bureau de l'enregistrement de Mons. Il acquiert les compétences du timbre, de la recette domaniale, des péages et produits divers pour les communes d'Erbisœul, Jurbise, Masnuy-Saint-Jean et Masnuy-Saint-Pierre et diverses compétences pour les communes de Vellereille-les-Brayeux et Villers-Saint-Ghislain. Par contre, il cède les compétences qu'il exerçait sur les communes d'Havré et Obourg au Bureau de l'enregistrement de Le Rœulx ²⁴.

À la suite de ces modifications, les ressorts des 1er, 2e et 3e bureaux sont les suivants :

Mons I : Mons.

Mons II : Flénu, Erbisœul, Ghlin, Jemappes, Jurbise, Maisières, Masnuy-Saint-Jean, Masnuy-Saint-Pierre et Nimy.

Mons III : Asquillies, Bougnies, Ciply, Cuesmes, Givry, Harmignies, Harveng, Havay, Hyon, Mesvin, Nouvelles, Saint-Symphorien, Spiennes, Vellereille-les-Brayeux, Villers-Saint-Ghislain.

À partir du 1er janvier 1970, le Deuxième bureau de l'enregistrement de Mons devient compétent pour les inscriptions du privilège agricole ²⁵.

En 1970, lors de la création des tribunaux du travail venant en remplacement des conseils de prud'hommes, le quatrième bureau est chargé des actes judiciaires et des amendes et frais de justice de la Cour du travail de Bruxelles, section de Mons, du Tribunal du travail de Mons, et de la Justice de paix du 2e canton de Mons ²⁶. Il est également compétent pour ces mêmes matières pour la Cour d'appel de Bruxelles, section de Mons, à partir de 1972 ²⁷.

Les premières fusions de communes, de 1971, n'ont pas apporté de

23 Arrêté ministériel du 14 juin 1966, Moniteur belge, 21 juin 1966, p. 6456.

24 Arrêté ministériel du 16 décembre 1968, Moniteur belge, 19 décembre 1969, p. 12260-12264.

25 Arrêté royal du 21 janvier 1969, Moniteur belge, 18 février 1969, p. 1267-1268.

26 Arrêté ministériel du 14 octobre 1970, Moniteur belge, 22 octobre 1970, p. 10637-10643.

27 Arrêté ministériel du 19 octobre 1971, Moniteur belge, 28 décembre 1971, p. 15352-15353 ; Arrêté ministériel du 8 décembre 1971, Moniteur belge, 28 décembre 1971, p. 15353-15354.

modification aux ressorts des bureaux.

Le 1er mai 1976, le Quatrième bureau de l'enregistrement est théoriquement supprimé. Ses attributions relatives aux actes judiciaires sont transmises au Premier bureau de l'enregistrement ; celles des actes d'huissiers et relatives aux protêts au Troisième bureau de l'enregistrement ; celles du timbre, des produits domaniaux et des produits divers pour les communes de Vellereille-les-Brayeux et Villers-Saint-Ghislain au Bureau de recettes domaniales et d'amendes pénales de Charleroi tandis que toutes ses autres compétences sont transmises au Bureau de recettes domaniales et d'amendes pénales de Mons. Dans les faits, ce dernier remplace le Quatrième bureau de l'enregistrement de Mons et exerce, pour tout l'arrondissement judiciaire de Mons, toutes les compétences de l'enregistrement, à l'exception de l'enregistrement des actes notariés, administratifs, sous seing privé, des actes d'huissiers, les protêts, la recette des droits de succession et les actes judiciaires²⁸. Les autres bureaux de Mons sont réorganisés.

Cette réorganisation ne vise pas uniquement l'arrondissement judiciaire de Mons, mais touche tout le pays. Il s'agit, en effet, de séparer les compétences " classiques " de l'enregistrement des autres compétences liées à la gestion des domaines et aux matières judiciaires. Jusqu'alors, seules les grandes agglomérations disposaient de bureaux spécifiques pour ces matières encore qu'elles fussent bien souvent réunies avec d'autres compétences dans des bureaux portant les noms de bureaux des successions et des domaines, des produits divers, des amendes et frais de justice, etc. Par ailleurs, de très nombreuses compétences domaniales ont été progressivement transmises depuis 1929 aux comités d'acquisition d'immeubles. La réforme vient donc rationaliser la gestion des matières précédemment administrées par chaque bureau en particulier.

Des compétences leur ayant été reprises, les bureaux d'enregistrement et les autres bureaux à compétences spéciales ont transmis au bureau de recettes domaniales et d'amendes pénales, les archives relatives à ces diverses compétences transférées. C'est la raison pour laquelle on retrouve dans cet inventaire des séries provenant des prédécesseurs en droit du producteur. Nous renvoyons le lecteur vers les inventaires de chaque bureau pour obtenir un historique succinct des bureaux concernés²⁹.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

³⁰Les bureaux de recettes domaniales et amendes pénales sont chargés de la gestion du domaine de l'État, c'est-à-dire des biens appartenant à l'État ou dont la gestion lui a été confiée. Les compétences domaniales comprennent notamment la perception de rentes ou redevances dues par des particuliers,

28 Arrêté du directeur général du 2 avril 1976, *Moniteur belge*, 1er mai 1976, p. 5695-5697.

29 Fr. MOREAU et P.-J. NIEBES, *Inventaires des archives des bureaux de l'enregistrement de l'arrondissement judiciaire de Hainaut*. Division de Mons, Bruxelles, 2018 (Archives de l'État à Mons, Inventaires, 147).

30 La rubrique " Compétences et activités " est reprise in extenso de la publication suivante : P.-J. NIEBES, *Inventaire des archives du Bureau de recettes domaniales et amendes pénales de Charleroi*, Bruxelles, 2016 (Archives de l'État à Mons, Inventaires, 139).

l'aliénation de biens publics ou l'acquisition d'emprises pour l'établissement de routes ou de chemins de fer, la perception des amendes pénales et des frais de justice ainsi que celle du droit de timbre. Le timbre est défini comme " une empreinte qui est apposée sur les papiers servant à la rédaction des actes et qui est destinée à constituer la marque du paiement de l'impôt établi sur ces papiers " ³¹.

Le décret du Directoire du 7 pluviôse an V (26 janvier 1797), en vigueur dans les départements belges réunis à la France depuis le 1er octobre 1795, autorise l'aliénation des biens domaniaux. Il reprend le décret des 22 novembre-1er décembre 1790 qui a établi la règle fondamentale selon laquelle les aliénations domaniales ne peuvent s'opérer qu'en vertu d'une loi. Cette règle est oubliée sous le régime hollandais ³². La première loi belge consacrée à la vente de domaines date du 27 mai 1837. Elle autorise l'aliénation par adjudication publique des terrains vagues et sans emploi qui existent aux abords des nouvelles routes et des canaux, de terrains dont le revenu annuel ne s'élève pas au-dessus de 50 francs, ainsi que la vente de maisons et bâtiments désignés dans un état annexé ³³. La loi du 16 mars 1886 renforce les pouvoirs de l'administration domaniale. Elle est autorisée à aliéner par voie d'adjudication publique, soit partiellement, soit en bloc, les immeubles de toute nature, autres que les bois, dont la valeur estimative ne dépasse pas 50.000 francs. En outre, elle est autorisée à vendre de gré à gré ou à échanger les parcelles de toute nature, autre que des bois, dont la valeur estimative n'excède pas 5.000 francs. Ces projets d'échange ou de vente de gré à gré seront insérés au *Moniteur belge* moins un mois avant la passation de l'acte. Cette loi permet également la location d'immeubles domaniaux, de gré à gré, pour un terme de 3, 6 ou 9 années au profit de propriétaires ou d'occupants voisins ³⁴. L'article 1er de la loi du 31 mai 1923 octroie au Ministre des Finances les pouvoirs voulus pour lui permettre d'aliéner par adjudication publique tous les immeubles domaniaux, sans limitation de valeur, à l'exception des propriétés boisées ³⁵.

Lorsqu'il est question des biens susceptibles d'aliénation au profit de l'État, il convient de rappeler la distinction entre le domaine public et le domaine privé de l'État. En effet, les biens du domaine public sont, aussi longtemps qu'ils conservent leur destination, hors commerce et donc inaliénables et imprescriptibles. Le domaine public regroupe les biens qui sont spécialement affectés à l'usage du public ou aménagés en vue d'assurer la réalisation d'un but de service public. Depuis la loi des 22 novembre-1er décembre 1790, le domaine public comprend les rivages de la mer, les rivières navigables ou flottables, les canaux, les grands routes, les cathédrales, les terrains et ouvrages de fortification ³⁶. Le domaine privé d'une administration comprend tous ses biens mobiliers et immobiliers qui ne sont pas affectés à l'usage de

31 R. SYMOENS, *Le droit de timbre en Belgique, aperçu historique*, Bruxelles, 1942, p. 12.

32 A. DORCQ, *L'aliénation des immeubles de l'État*, Anvers, 1953, p. 2-3.

33 Circulaire n° 133 de l'Enregistrement et des Domaines.

34 Circulaire n° 1087 de l'Enregistrement et des Domaines.

35 Circulaire n° 1618 de l'Enregistrement et des Domaines.

36 Article " Domaine public " dans T. LENTZ (dir.), *Quand Napoléon inventait la France. Dictionnaire des institutions politiques, administratives et de cour du Consulat et de l'Empire*, Paris, 2008, p. 234.

tous. Ils peuvent être aliénés ou loués. L'État peut acquérir des biens par expropriation pour cause d'utilité publique ou capter des successions en déshérence (article 768 du Code civil) ou des biens vacants.

La loi du 9 septembre 1907 a défini les modalités de l'expropriation pour cause d'utilité administrative, acte juridique posé par un pouvoir public en vue de priver une personne de sa propriété sans son consentement, voire contre son gré³⁷. On peut citer les expropriations dans le cadre de la création de chemins de fer, de routes, de constructions d'écoles. Notons que les comités d'acquisition d'immeubles ont été spécifiquement créés, par arrêté royal du 9 juillet 1929, pour l'acquisition de biens immobiliers par l'État³⁸. Ils ont donc repris une très grande part des compétences des bureaux des domaines. Le séquestre de guerre est " la mainmise du gouvernement sur les biens possédés sur son territoire par les sujets d'une nation avec laquelle il est en guerre ou par le gouvernement de cette nation "³⁹. Les dossiers de séquestre de biens ennemis à la suite de la Première Guerre mondiale ont été constitués en application des lois du 1er novembre 1918⁴⁰ et du 17 novembre 1921⁴¹. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Gouvernement belge a pris à Londres des mesures destinées, lors de la Libération du territoire, à pouvoir mettre sous scellés les biens des ennemis. L'arrêté-loi du 23 août 1944⁴² concerne les biens, les droits et les intérêts des États, des organisations et des ressortissants ennemis. Contrairement à la période d'après 1918 (époque à laquelle une intervention du Procureur du Roi était prévue), chaque bien ennemi était automatiquement et de plein droit placé sous séquestre⁴³. Afin de mener à bien cette opération, l'Office des Séquestres est créé le 4 septembre 1944, jour de la publication du premier arrêté-loi au *Moniteur belge*. Cet Office reçoit le statut de service public doté d'une personnalité juridique propre, d'un conseil d'administration propre, d'un commissaire du gouvernement et d'un collège de trois commissaires responsables du contrôle financier. L'article 4 de l'arrêté-loi du 17 janvier 1945⁴⁴ oblige toutes les personnes informées de l'existence d'un bien, d'un droit ou d'un intérêt ennemi à en faire la déclaration auprès de l'Office des Séquestres⁴⁵. Celui-ci assure la garde, la conservation et l'administration des biens et intérêts de l'État ou appartenant à des suspects. Il est dissout par la loi du 6 juillet 1959⁴⁶, entrant en vigueur le 1er janvier 1960.

37 P. BOUVIER, *Éléments de droit administratif*, Bruxelles, 2002, p. 169.

38 P. DE REU, *De geschiedenis van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie. Organisatie, bevoegdheden, ambtsgebieden, archiefvorming, 1796-2006*, Bruxelles, 2011, p. 178.

39 *Pandectes belges*, Bruxelles, 1909, t. 97, p. 579.

40 *Moniteur belge* des 12-13 novembre 1918, p. 971-975.

41 *Moniteur belge* du 23 novembre 1921, p. 10530-10534.

42 *Moniteur belge* de Londres, 4 septembre 1944.

43 G. MARECHAL, "Vijanden en verdachten. Het archief van het Sekwester na de Tweede Wereldoorlog", dans *Docendo Discimus. Liber Amicorum Romain Van Eenoo*, Gand, 1999, p. 57-73.

44 *Moniteur belge* du 19 janvier 1945.

45 www.combuysse.fgov.be/pdf/FR/partie3.pdf.

46 *Moniteur belge* du 3 août 1959, p. 5574. P. BOURGEOIS, *Le Ministère des Finances. Étude de l'administration centrale et répertoires des services publics et commissions, deuxième partie : 1946-1994*, Bruxelles, 1995, p. 388 (*Miscellanea Archivistica Studia*, 75).

ARCHIVES

HISTORIQUE ET ACQUISITION

Les archives du producteur ont été versées aux Archives de l'État en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives.

Le dossier central du producteur conservé aux AÉM nous indique qu'un bon pour versement a été délivré le 24 décembre 1955 pour le versement de registres de formalité et de recette des actes sous seing privé pour la période 1896 à 1905. Avant la réalisation de cet inventaire, ces registres étaient inventoriés avec les archives provenant du Bureau de l'enregistrement de Mons I.

Un second versement a été effectué aux AÉM le 19 août 1973 (entrée d'archives n° 1116). Les directives de tri alors suivies étaient de transmettre les archives liées aux biens corporels et d'éliminer toutes les archives liées aux biens incorporels. Initialement destinées au pilon, toutes les liasses comportant les pièces liées à la démolition des fortifications de Mons ne doivent leur conservation qu'à l'intervention d'A. Bolus, receveur des domaines à cette époque, qui a attiré l'attention des archivistes de l'État sur l'importance de cette documentation. Avant la réalisation de cet inventaire, les dix-neuf sommiers des biens corporels appartenant à l'État versés à cette occasion formaient le fonds Bureau de l'enregistrement de Mons IV tandis que des liasses éparses étaient reprises comme des annexes non classées du fonds Bureau de l'enregistrement de Mons I.

Suite au versement des archives des bureaux de l'enregistrement de Mons I, II et III aux AÉM en avril et septembre 2013, il a été décidé de dresser de nouveaux inventaires pour chaque producteur d'archives. Fin 2013, l'archiviste de l'État François Moreau a commencé la description des documents provenant des bureaux ayant exercé les compétences domaniales.

En mai 2015, Serge Clicq et Philippe Baton du SPF Finances contactaient les AÉM pour signaler qu'une cave de la cité administrative de l'État de Mons était remplie d'archives provenant des domaines de Mons et qu'elle devait être vidée. François Moreau et Pierre-Jean Niebes des AÉM ont réalisé une inspection en date du 5 mai 2015 et pris l'engagement d'opérer le tri des archives dans le cadre du projet SATURN. En conséquence, 25 mètres linéaires d'archives ont été éliminées sur place tandis que 22 mètres linéaires d'archives ont été versés aux AÉM le 13 mai 2015 (entrée d'archives n° 2367). Cet inventaire est le résultat de la réunion de ces différents versements.

Contenu et structure

CONTENU

Le fonds contient les archives du Bureau de recettes domaniales et d'amendes pénales de Mons créé en 1976 ainsi que toutes les archives transmises par les bureaux de l'enregistrement, relatives aux matières traitées par le bureau. La partie la plus intéressante du fonds et la moins standardisée est celle qui reprend les archives des bureaux ayant exercé les compétences domaniales sur la ville de Mons et sa périphérie. On y trouve des dossiers liés à la défortification de Mons, des décomptes avec les acquéreurs de biens de l'État, des dossiers de ventes de biens immeubles, la gestion des cours d'eau ou des canaux, des routes et barrières, des bois domaniaux, des dossiers et sommiers liés aux successions vacantes ou en déshérence, aux biens communaux, aux biens séquestrés, aux biens des cures, des fabriques d'églises et des bureaux de bienfaisance, des documents liés aux instances, contraintes et récupérations de biens ou de rentes, au Fonds de l'industrie nationale ou encore à l'organisation générale des services.

Pour le reste, il s'agit de documents standardisés dont nous nous bornons à dresser une typologie :

- Série 32 : Sommier de consistance des biens corporels appartenant à l'État.
- Série 32A : Sommier de consistance des biens corporels immobiliers appartenant à l'État.
- Série 32B : Sommier de consistance des biens corporels mobiliers appartenant à l'État.
- Série 32C : Sommier des concessions.
- Série 35 : Sommier des successions vacantes ou en déshérence et ses pièces annexes.
- Série 37 : Sommier de consistance des biens séquestrés.
- Série 65 : Registre d'inscription du privilège agricole.
- Série 66 : Table alphabétique du registre d'inscription du privilège agricole.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Les critères de tri appliqués pour le versement de 2015 sont ceux définis dans l'instruction matériel (version de 2003) de l'Administration générale de la documentation patrimoniale du Service public fédéral Finances. Elle fait office de tableau de tri.

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds du bureau producteur n'est pas clos.

MODE DE CLASSEMENT

L'archiviste a opté pour la conservation en un seul bloc des archives versées par le bureau producteur malgré le fait que de nombreuses archives provenaient d'autres bureaux de l'enregistrement.

Le mode de classement défini par l'Administration générale de la documentation patrimoniale a été conservé pour les documents standardisés. Pour le reste des archives, elles ont été réunies selon les diverses activités et compétences du producteur.

À l'intérieur des séries ou des catégories créées, les différentes unités d'archives ont été classées selon leur numéro d'ordre initial et à défaut dans l'ordre chronologique. Le numéro d'ordre initial, nécessaire afin de pouvoir suivre les renvois d'une série à une autre ainsi que pour identifier les mentions d'enregistrement, est placé entre parenthèses à la fin de la description.

Description des séries et des éléments

I. BUREAU DE RECETTES DOMANIALES ET D'AMENDES PÉNALES DE MONS

A. ACTES DU RECEVEUR DES DOMAINES

1	1 - 7 ACTES DU RECEVEUR DES DOMAINES. 1954-1962. 1954.	1 liasse
2	1955.	1 liasse
3	1957.	1 liasse
4	1958.	1 liasse
5	1959.	1 liasse
6	1961.	1 liasse
7	1962.	1 liasse

B. REGISTRES DE FORMALITÉ ET DE RECETTE

1. ACTES SOUS SEING PRIVÉ

8	8 - 20 REGISTRES DE FORMALITÉ ET DE RECETTE DES ACTES SOUS SEING PRIVÉ (SÉRIE 6). 1896-1905, 1952-1976. 1er janvier 1896 - 23 avril 1898 (6/1).	1 volume
9	23 avril 1898 - 24 février 1900 (6/2).	1 volume
10	25 février 1900 - 26 novembre 1901 (6/3).	1 volume
11	26 novembre 1901 - 7 juillet 1903 (6/4).	

		1 volume
12	7 juillet 1903 - 21 février 1905 (6/5).	1 volume
13	15 septembre 1952 - 9 juin 1954 (6/34).	1 volume
14	9 juin 1954 - 14 juin 1956 (6/35).	1 volume
15	14 juin 1956 - 9 mai 1958 (6/36).	1 volume
16	9 mai 1958 - 15 février 1961 (6/37).	1 volume
17	20 février 1961 - 3 novembre 1964 (6/38).	1 volume
18	4 novembre 1964 - 22 décembre 1967 (6/39).	1 volume
19	26 décembre 1967 - 12 octobre 1972 (6/40).	1 volume
20	13 octobre 1972 - 30 avril 1976 (6/41).	1 volume
21	<i>C. SOMMIER DES DROITS EN SURSIS</i> Sommier de consistance des droits et produits dont l'exigibilité est subordonnée à l'accomplissement de conditions suspensives (série 29). 15 juillet 1912 - 31 octobre 1956.	1 volume
	<i>D. SOMMIERS DES BIENS CORPORELS ET INCORPORELS</i>	
	1. RENTES	
22	22 - 23 <i>SOMMIER DES RENTES OU " SOMMIERS DES BAUX ET ABONNEMENTS DES DOMAINES CORPORELS ET INCORPORELS "</i> . 1797/1798 (AN VI) - 1833. 1799/1800 (an VIII) - 1833 (2).	1 volume
23	1797/1798 (an VI) - 1833 (3).	

		1 volume
24	Sommier certain des rentes. 1814-1833.	1 volume
	2. BIENS CORPORELS	
	<i>25 - 54 SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS CORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32). 1804-1949.</i>	
25	1804/1805 (an XIII) - 1808 (32/1).	1 volume
26	1808-1833 (32/2).	1 volume
27	1817-1833 (32/3).	1 volume
28	1817-1833 (32/4).	1 volume
29	[1828] - 20 février 1843 (32/5).	1 volume
30	5 juin 1843 - 5 mars 1846 (32/6).	1 volume
31	26 juin 1849 - 29 juillet 1859 (32/7 ?).	1 volume
32	25 mars 1846 - 4 octobre 1851 (32/9).	1 volume
33	1852 - 14 mars 1857 (32/10).	1 volume
34	28 mai 1857 - 16 juillet 1860 (32/11).	1 volume
35	1859 - 9 juin 1864 (32/12).	1 volume
36	20 juin 1864 - 3 mars 1867 (32/13).	1 volume
37	3 mars 1867 - 4 janvier 1869 (32/14).	1 volume

38	10 février 1869 - 27 novembre 1871 (32/15).	1 volume
39	1er décembre 1871 - 16 février 1875 (32/16).	1 volume
40	19 avril 1875 - 20 février 1883 (32/17).	1 volume
41	28 février 1883 - 16 avril 1886 (32/18).	1 volume
42	23 avril 1886 - 8 juin 1891 (32/19).	1 volume
43	23 juin 1891 - 19 décembre 1897 (32/20).	1 volume
44	24 décembre 1897 - 24 octobre 1902 (32/21).	1 volume
45	18 novembre 1902 - 15 octobre 1909 (32/22).	1 volume
46	11 novembre 1909 - 20 janvier 1920 (32/23).	1 volume
47	1er avril 1920 - 24 avril 1924 (32/24).	1 volume
48	22 avril 1924 - 11 mars 1926 (32/25).	1 volume
49	13 mars 1926 - 27 septembre 1928 (32/26).	1 volume
50	4 janvier 1929 - 15 avril 1932 (32/27).	1 volume
51	15 avril 1932 - 10 mai 1935 (32/28).	1 volume
52	10 mai 1935 - 30 août 1938 (32/29).	1 volume
53	14 octobre 1938 - 21 octobre 1943 (32/30).	1 volume

54	27 décembre 1943 - 10 mai 1949 (32/31).	1 volume
55	<i>55 - 146 ANNEXES DU SOMMIER DE CONSISTANCE DES BIENS CORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32). 1831-1978.</i> Volume 14, article 198. 1863-1878.	1 chemise
56	Volume 15, articles 4 à 22. 1831-1958.	1 chemise
57	Volume 18, articles 53 à 105. 1884-1954.	1 chemise
58	Volume 19, articles 89 à 96. 1886-1952.	1 chemise
59	Volume 20, articles 9 et 10. 1881-1901.	1 chemise
60	Volume 20, article 40. 1882-1909.	1 liasse
61	Volume 20, article 51. 1893-1911.	1 chemise
62	Volume 20, article 93. 1898.	1 chemise
63	Volume 20, articles 187 à 210. 1897-1928.	1 chemise
64	Volume 21, article 1. 1898-1901.	1 chemise
65	Volume 21, articles 12, 13 et 14. 1898-1906.	1 chemise
66	Volume 21, article 35. 1889-1920.	1 chemise
67	Volume 21, article 36. 1899-1901.	1 chemise
68	Volume 21, articles 75 et 102. 1899-1902.	1 chemise

69	Volume 21, article 116. 1899-1902.	1 chemise
70	Volume 21, article 172. 1902.	1 chemise
71	Volume 22, articles 62 à 164. 1904-1937.	1 liasse
72	Volume 22, article 104. 1904-1907.	1 chemise
73	Volume 23, articles 2 à 56. 1866-1955.	1 chemise
74	Volume 24, articles 1 à 59. 1861-1937.	1 chemise
75	Volume 25, articles 1 à 79. 1924-1960.	1 chemise
76	Volume 26, articles 47 à 137. 1916-1964.	1 liasse
77	Volume 27, articles 35 à 94. 1930-1967.	1 chemise
78	Volume 28, articles 1 à 111. 1932-1968.	1 chemise
79	Volume 29, articles 3 à 87. 1935-1950.	1 liasse
80	Volume 29, article 54. 11 juin 1935.	1 pièce
81	Volume 30, articles 2 à 75. 1939-1947.	1 liasse
82	Volume 30, articles 76-164. 1941-1966.	1 liasse
83	Volume 30, articles 39, 43 et 45 et sommier 33, volume 25, article 122. 1938-1953.	1 liasse
84	Volume 31, articles 1 à 109. 1926-1966.	1 liasse

85	Volume 31, articles 110 à 131. 1948-1957.	1 chemise
86	Volume 32, articles 1 à 45. 1949-1969.	1 liasse
87	Volume 32, articles 46-116. 1950-1961.	1 liasse
88	Volume 33, articles 1 à 92. 1941-1964.	1 liasse
89	Volume 34, article 1. 1929-1959.	1 liasse
90	Volume 34, article 2. 1932-1960.	1 liasse
91	Volume 34, articles 3 à 10. 1949-1963.	1 liasse
92	Volume 34, articles 11 à 45. 1946-1958.	1 liasse
93	Volume 34, articles 46 à 86. 1954-1959.	1 liasse
94	Volume 34, articles 87 à 95. 1955-1962.	1 chemise
95	Volume 37, articles 46 à 88. 1933-1970.	1 chemise
96	Volume 38, article 106. 1956-1965.	1 chemise
97	Volume 39, articles 4 à 110. 1928-1969.	1 liasse
98	Volume 41, articles 5 à 93. 1949-1969.	1 chemise
99	Volume 42, articles 1 à 113. 1955-1954.	1 chemise
100	Volume 42, articles 5 à 88. 1956-1973.	1 chemise
101	Volume 43, articles 1, 82-97. 1959-1963.	

		1 liasse
102	Volume 43, articles 88 à 108. 1951-1965.	1 liasse
103	Volume 43, articles 41 à 87. 1965-1970.	1 chemise
104	Volume 44/2, articles 1 à 41. 1955-1960.	1 liasse
105	Volume 44/2, article 43 à 61. 1955-1962.	1 liasse
106	Volume 45, articles 27 à 75. 1958-1960.	1 liasse
107	Volume 45, articles 34 à 51. 1959.	1 liasse
108	Volume 45, articles 103 à 114. 1961-1965.	1 liasse
109	Volume 45, articles 117 à 200. 1961-1963.	1 liasse
110	Volume 46, articles 22 et 212. 1964-1970.	1 liasse
111	Volume 46, article 197. 1966.	1 chemise
112	Volume 47, articles 87 à 127. 1969-1970.	1 liasse
113	Volume 47, articles 128 à 173. 1970-1971.	1 liasse
114	Volume 48, articles 1 à 56. 1971-1972.	1 liasse
115	Volume 49, articles 3 à 98. 1957-1966.	1 chemise
116	Volume 49, articles 4 à 102. 1933-1976.	1 chemise
117	Volume 50, articles 1 à 47. 1954-1971.	1 liasse

118	Volume 50, articles 50 à 170. 1956-1975.	1 liasse
119	Volume 55. 1957-1965.	1 liasse
120	Volume 55, articles 1 à 6. 1961-1966.	1 liasse
121	Volume 55, articles 7 à 18. 1960-1966.	1 liasse
122	Volume 55, articles 15 à 31. 1958-1962.	1 liasse
123	Volume 55, articles 19 à 27. 1964-1966.	1 liasse
124	Volume 55, articles 28 à 35. 1961-1966.	1 liasse
125	Volume 55, articles 6 à 48. 1964-1966.	1 liasse
126	Volume 55, articles 49 à 63. 1962-1969.	1 liasse
127	Volume 55. 1949-1955.	1 chemise
128	Volume 56, articles 26, 28, 29 et 102. 1963-1967.	1 liasse
129	Volume 56, articles 30 à 33. 1960-1964.	1 chemise
130	Volume 56, articles 34 à 45. 1960-1962.	1 liasse
131	Volume 56, articles 46 à 70. 1960-1964.	1 liasse
132	Volume 56, articles 73 à 82. 1962-1965.	1 liasse
133	Volume 56, articles 86 à 94. 1962-1964.	1 liasse

134	Volume 56, articles 95 à 98. 1962-1964.	1 liasse
135	Volume 56, article 104. 1922-1969.	1 liasse
136	Volume 57, articles 1 à 158. 1964-1975.	1 liasse
137	Volume 57, articles 2 à 17. 1955-1969.	1 liasse
138	Volume 57, articles 18 à 142. 1960-1970.	1 liasse
139	Volume 60, article 2. 1973-1974.	1 chemise
140	Volume 68, articles 1 à 31. 1922-1971.	1 liasse
141	Volume 68, article 3. 1931-1971.	1 chemise
142	Volume 69, articles 1 à 127. 1963-1969.	1 liasse
143	Volume 71, articles 1 à 94. 1964-1966.	1 chemise
144	Volume 72, articles 3 à 22. 1966-1967.	1 chemise
145	Volume 72, articles 2 à 79. 1966-1978.	1 liasse
146	Volume 75, articles 25 à 89. 1968-1976.	1 liasse
	 3. BIENS CORPORELS IMMOBILIERS	
	<i>147 - 159 SOMMIERS DES BIENS CORPORELS IMMOBILIERS APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32A). 1949-1974.</i>	
147	20 mai 1949 - 6 novembre 1952 (32A/32).	1 volume
148	6 novembre 1952 - 21 avril 1953 (32A/33).	

		1 volume
149	21 avril 1953 - 1er septembre 1956 (32A/34).	1 volume
150	7 décembre 1951 - 1970 (32A/36).	1 volume
151	1946-1973 (32A/37).	1 volume
152	25 mars 1953 - 20 janvier 1958 (32A/38).	1 volume
153	14 décembre 1953 - 23 juin 1956 (32A/40).	1 volume
154	15 juillet 1953 - 9 novembre 1954 (32A/41).	1 volume
155	1er septembre 1956 - 8 juillet 1960 (32A/43).	1 volume
156	27 juillet 1953 - 31 décembre 1955 (32A/44).	1 volume
157	18 juillet 1958 - 1966 (32A/55).	1 volume
158	1er juin 1960 - 2 juillet 1963 (32/A56).	1 volume
159	19 août 1963 - 24 janvier 1974 (32A/57).	1 volume
---	Annexes du sommier des biens corporels immobiliers appartenant à l'État (série 32A).	
	4. LOCATIONS ET CONCESSIONS	
	<i>160 - 161 SOMMIERS DES LOCATIONS D'IMMEUBLES ET DES CONCESSIONS (SÉRIE 32A). 1974-1982.</i>	
160	1974-1976 (32A/86).	1 volume
161	5 juin 1979 - 1982 (32A/91).	1 volume

5. BIENS CORPORELS MOBILIERS

*162 - 172 SOMMIERS DES BIENS CORPORELS MOBILIERS
APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32B). 1953-2002.*

162	16 juin 1953 - 19 août 1957 (32B/42).	1 volume
163	27 janvier 1958 - 7 février 1963 (32B/45).	1 volume
164	19 février 1963 - 6 avril 1967 (32B/32B/46).	1 volume
165	11 avril 1967 - 19 mai 1971 (32B/47).	1 volume
166	4 juin 1971 - 12 juillet 1974 (32B/48).	1 volume
167	4 septembre 1974 - 9 août 1977 (32B/63).	1 volume
168	11 août 1977 - 10 mars 1980 (32B/72).	1 volume
169	9 février 1982 - 28 mars 1983 (32B/95B).	1 volume
170	30 mars 1983 - 26 septembre 1984 (32B/96B)	1 volume
171	4 octobre 1984 - 16 juin 1986 (32B/3 ?).	1 volume
172	25 avril 1997 - 28 janvier 2002 (32B/s.n.).	1 volume
---	Annexes du sommier des biens corporels mobiliers appartenant à l'État (série 32B).	

6. CONCESSIONS

*173 - 190 SOMMIERS DES CONCESSIONS (SÉRIE 32C). 1951-1986.
6 juillet 1951 - 28 février 1958 (32C/35).*

173		1 volume
-----	--	----------

174	25 mars 1953 - 10 octobre 1956 (32C/39).	1 volume
175	21 août 1957 - 19 octobre 1962 (32C/49).	1 volume
176	28 janvier 1958 - 21 août 1963 (32C/50).	1 volume
177	10 mars 1960 - 9 juillet 1975 (32C/51).	1 volume
178	[1960-1980] (32C/52).	1 volume
179	[1960-1980] (32C/53).	1 volume
180	[1960-1980] (32C/54).	1 volume
181	[1960-1980] (32C/65).	1 volume
182	[1960-1980] (32C/66).	1 volume
183	[1960-1980] (32C/67).	1 volume
184	[1960-1980] (32C/68).	1 volume
185	[1960-1980] (32C/69).	1 volume
186	[1960-1980] (32C/70).	1 volume
187	12 janvier 1968 - 27 décembre 1973 (32C/74).	1 volume
188	1972-1977 (32C/81).	1 volume
189	[1963 ?]-1972 (32C/82).	1 volume

190	29 août 1972 - 7 juillet 1986 (32C/83).	1 volume
---	Annexes du sommier des concessions (série 32C).	
	7. BIENS CORPORELS ET INCORPORELS À ÉCLAIRCIR	
	<i>191 - 192 SOMMIERS DES BIENS CORPORELS ET INCORPORELS À ÉCLAIRCIR. 1831-1861.</i>	
191	1831-1844.	1 volume
192	1831-1861.	1 volume
	8. BIENS INCORPORELS ET PRODUITS DIVERS	
	<i>193 - 194 MÉMORIAUX DES PRODUITS DIVERS. 1828-1847.</i>	
193	1828-1839.	1 volume
194	1839-1847.	1 volume
	<i>195 - 204 SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS INCORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT ET DES PRODUITS GÉNÉRALEMENT CONNUS SOUS LE NOM DE PRODUITS DIVERS (SÉRIE 33). 1829-1971.</i>	
195	18 mars 1829 - 1833 (33/ ?).	1 volume
196	1866 - 14 mars 1876 (33/10).	1 volume
197	10 juillet 1923 - 12 octobre 1925 (33/19).	1 volume
198	6 novembre 1925 - 26 avril 1928 (33/20).	1 volume
199	13 juin 1930 - 30 juillet 1932 (33/22).	1 volume
200	12 novembre 1946 - 20 août 1947 (33/31).	1 volume

201	13 février 1952 - 16 juin 1964 (33/35).	1 volume
202	23 juin 1965 - 10 novembre 1967 (33/54).	1 volume
203	26 avril 1968 - 9 novembre 1971 (33/56).	1 volume
204	10 septembre 1968 - 21 décembre 1970 (33/57).	1 volume

205 - 208 ANNEXES DU SOMMIER DE CONSISTANCE DES BIENS INCORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT ET DES PRODUITS GÉNÉRALEMENT CONNUS SOUS LE NOM DE PRODUITS DIVERS (SÉRIE 33). 1930-1952.

205	Volume 22, articles 99-328. 1930-1951.	1 liasse
206	Volume 31, article 7. 1947-1951.	1 chemise
207	Volume 32, articles 29, 30, 336-337 et 399. 1947-1951.	1 liasse
208	Volume 33, article 112, 243, 244 et 328. 1949-1952.	1 chemise

E. DOSSIERS PARTICULIERS LIÉS À DES BIENS DOMANIAUX

A. VENTES DOMANIALES

209 - 254 DOSSIERS DES VENTES DE BIENS DOMANIAUX. 1828-1895.

209	7 août 1828. 1828-1839.	1 liasse
210	20 novembre 1837. 1836-1839.	1 chemise
211	29 avril 1839. 1839-1840.	1 chemise
212	7 décembre 1840. 1840-1841.	1 chemise

213	24 mai 1841. 1842.	1 chemise
214	28 décembre 1842. 1841-1843.	1 chemise
215	8 mai 1843. 1843.	1 chemise
216	18 septembre 1843. 1843.	1 chemise
217	27 novembre 1843. 1843-1844.	1 chemise
218	15 juillet 1844. 1843-1844.	1 chemise
219	19 août 1844. 1844-1845.	1 chemise
220	14 juillet 1845. 1845-1848.	1 chemise
221	6 novembre 1846. 1846.	1 chemise
222	27 novembre 1848. 1847-1849.	1 chemise
223	13 mars 1850. 1848-1850.	1 chemise
224	10 février 1851. 1851.	1 chemise
225	6 mai 1853. 1853.	1 chemise
226	8 août 1853. 1853.	1 chemise
227	26 septembre 1853. 1853.	1 chemise
228	28 novembre 1852 et 7 novembre 1853. 1852-1853.	1 chemise

229	2 février 1852. 1845-1852.	1 chemise
230	22 novembre 1852. 1852.	1 chemise
231	13 février 1854. 1854.	1 chemise
232	12 avril 1855. 1855.	3 pièces
233	22 mars 1858. 1857-1858.	1 chemise
234	18 avril 1866. 1864-1868.	1 chemise
235	12 août 1867. 1867.	1 chemise
236	9 décembre 1867. 1867.	1 chemise
237	5 juin 1868. 1868.	1 chemise
238	14 septembre 1868. 1868.	1 chemise
239	15 février 1869. 1868-1869.	1 chemise
240	2 août 1869. 1869.	1 chemise
241	19 août 1872. 1872.	1 chemise
242	10 mars 1873. 1872-1873.	1 chemise
243	18 et 19 mai 1874. 1873-1876.	1 chemise
244	8 mars 1875. 1875.	1 chemise
245	24 janvier 1876. 1871-1876.	

		1 chemise
246	3 septembre 1877. 1877.	1 chemise
247	25 février 1878. 1878.	1 chemise
248	5 août 1878. 1878.	1 chemise
249	23 juin 1879. 1879.	1 chemise
250	22 mars 1880. 1879-1880.	1 chemise
251	26 août 1881. 1881-1887.	1 chemise
252	12 mai 1884 et 3 novembre 1890. 1883-1891.	1 chemise
253	5 décembre 1887. 1887.	1 chemise
254	7 octobre 1895. 1895.	1 chemise
255	Plans et/ou affiches des ventes publiques des 12 août 1867, 14 septembre 1868, 8 mars 1875 et 24 janvier 1876 de biens issus principalement des fortifications de Mons. 1867-1876.	4 pièces
256	B. DÉCOMPTES AVEC LES ACQUÉREURS ET CAUTIONNEMENT Décomptes avec les acquéreurs de biens domaniaux. 1825-1837.	1 chemise
257	États des décomptes et décomptes relatifs aux ventes des domaines faites sous le gouvernement français formés par suite de déchéance ou de folle enchère et correspondance. 1831-1834.	1 liasse
258	État des domaines, des rentes et autres valeurs mobilières données en cautionnement par des acquéreurs de bois domaniaux et qui ont été transmis au syndicat d'amortissement, inventaire des actes de cautionnement et pièces y relatives, pour sûreté du prix	

de la vente des bois domaniaux et correspondance. 1839.

1 chemise

C. AMÉNAGEMENT ET DÉFORTIFICATION DE LA VILLE DE MONS

259 Pièces concernant deux litiges intervenus entre l'État belge et Pierre Capouillet et Vincent Normand au sujet d'un droit de passage dans le cadre de la démolition des fortifications de Mons autour de la place Léopold et de la rue de la Houssière. 1818-1887.

1 liasse

260 Demande de cession par la Fabrique d'église de Saint-Nicolas en Bertaimont et réclamation du génie militaire au sujet de la vente par les domaines d'un terrain sis à Mons provenant de l'ancien couvent des Récollets. 1837-1840.

1 chemise

261 Pièces relatives à la location de deux caves à l'hôpital militaire de Mons. 1845-1854.

1 chemise

262 Pièces relatives aux adjudications des 28 avril 1847, 15 octobre 1849, 10 janvier 1853 et 28 janvier 1858 de la location des herbages du chemin de fer à Mons. 1846-1858.

1 chemise

263 Pièces relatives au transfert de terrains militaires pour l'établissement du chemin de fer de Mons à Manage. 1848-1850.

1 chemise

264 Plan général d'alignement des voies nouvelles de la ville de Mons. [2de moitié XIXe siècle].

1 plan

265 Réclamation de la Fabrique d'église de Saint-Nicolas en Bertaimont relative à l'abornement par le génie militaire d'un terrain sis aux abords de ladite église. 1856-1857.

1 chemise

266 Correspondance et pièces relatives à la remise aux domaines et à la vente de biens immeubles issus de la démolition des fortifications de la place de Mons. 1860-1871.

1 chemise

267 Pièces relatives à la remise aux domaines de terrains occupés par les ouvrages avancés de la porte du rivage à Mons depuis le bassin du chemin de fer de Mons à Manage jusqu'au chemin de fer de Mons à Quiévrain dont des terrains nécessaires au détournement

de la route de Mons à Valenciennes. 1861-1864.

1 chemise

268

Pièces relatives à la convention et aux comptes avec la ville de Mons dans le cadre de la démolition des fortifications et listes de terrains susceptibles d'être vendus. 1862-1884.

1 liasse

269

Correspondance et plan relatifs à la cession de terrains militaires pour l'établissement de la route de Cuesmes et l'aménagement puis l'aliénation d'un tir à la cible, à Mons. 1862-1875.

1 chemise

270

Correspondance concernant la remise aux domaines de la plaine d'exercice de Nimy. 1863-1869.

1 chemise

271

Procès-verbaux de remise aux domaines par le génie militaire de terrains provenant des fortifications de Mons. 1864.

1 chemise

272

Pièces relatives à l'acquisition de terrains nécessaires au détournement de la route de Mons à Valenciennes dans le cadre de l'aménagement de la nouvelle station de Mons en vertu de l'arrêté royal du 21 avril 1864. (1864) 1870-1871.

1 chemise

273

Procès-verbal de remise aux domaines de l'arsenal militaire n° 48 avec ses dépendances situé au sein de la place de Mons et correspondance afférente. 1865.

3 pièces

274

Correspondance relative à la confection des plans de cession de terrains par l'État à la ville de Mons en exécution de la convention du 8-10 juin 1862 et à l'exhaussement du terreplein de la nouvelle station et l'élargissement des nouveaux boulevards. 1865-1867.

1 chemise

275

Pièces relatives à un projet de rectification et de détournement du Trouillon depuis la rue d'Havré jusqu'à la Haine et de vente des terrains voisins. 1865-1885.

1 chemise

276

Plans d'un projet de détournement de la Trouille, à Mons. 24 mars 1866 - 23 octobre 1873.

2 pièces

277

Procès-verbaux des séances de la commission instituée par la dépêche du ministre des Finances au directeur de l'enregistrement

et des domaines à Mons, du 6 février 1866, à l'effet d'examiner les modifications ou adjonctions apportées ou proposées par la ville de Mons aux concessions de terrains des anciennes fortifications, qui lui ont été accordées par la convention du 8-10 juin 1862, et d'indiquer tous les terrains dont il y aurait lieu de faire remise à la ville et pièces afférentes. 1866.

1 chemise

- 278** Pièces relatives à des immeubles remis à l'administration départementale de Jemappes en vertu du décret impérial du 9 avril 1811. 1862.
- 1 chemise
- 279** Procès-verbaux de remise provisoire aux domaines de cinq parcelles de terrains situées à Mons et emprises pour l'agrandissement de la station de Mons et pièces afférentes. 1867.
- 1 chemise
- 280** Procès-verbal dressé dans le cadre d'un problème d'inondation du champ de manœuvres à Mons suite à la modification de l'écoulement des eaux dans le cadre de l'aménagement de la nouvelle station de Mons. 1869.
- 1 pièce
- 281** Plan d'établissement de la nouvelle station de Mons, de l'établissement du boulevard Charles Quint, de la place Léopold et du raccordement des rues d'Egmont, des Compagnons et Borgne Agasse constituant l'annexe de la convention conclue entre la ville de Mons et l'État le 5 mars 1870. 1870.
- 1 plan
- 282** Pièces relatives à l'acquisition à Hortense Lanthoine-Gueret d'une emprise située à Cuesmes pour l'établissement de la nouvelle station de Mons. 1870-1871.
- 1 chemise
- 283** Pièces relatives à la vente de terrains provenant de l'ancien tir à la cible de la garnison et à une servitude en faveur des blanchisseries. 1871.
- 1 chemise
- 284** Pièces relatives à la vente de terrains provenant des emprises faites pour l'établissement de l'ancienne gare de Mons et notamment les projets d'ouverture d'une nouvelle rue et de lotissement de ces terrains ainsi que la répartition du prix de vente de ces immeubles entre l'État et la ville de Mons. 1872-1875.
- 1 chemise
- 285** Pièces concernant l'acquisition d'une maison pour l'agrandissement

-
- de l'Hôtel du Gouvernement provincial à Mons. 1872-1873.
1 chemise
- 286** Plans d'aménagement du quartier de la station de Mons et de la place Léopold annexé à la lettre du bourgmestre de la ville de Mons du 22 octobre 1873. 1873.
2 plans
- 287** Pièces relatives à la cession par l'État à la ville de Mons d'un terrain sis à Mons, aux angles des rues Philippe de Mons, Ducs de Bourgogne et de l'avenue du Parc. 1873-1874.
1 chemise
- 288** Procès-verbaux, extraits de délibérations du collège des bourgmestre et échevins de la ville de Mons et plans concernant la cession à l'État belge par la ville de Mons de l'usage de la caserne Guillaume, de la caserne du préfet, de la caserne Léopold et du manège couvert, à Mons. 1874.
1 chemise
- 289** Correspondance et plans concernant la rectification d'alignement établi à la place de Flandres, à Mons. 1874-1875.
1 chemise
- 290** Plan de la ville de Mons couvrant la zone comprise depuis l'extrémité du canal de Mons à Condé et comprenant le Grand-Bassin, la place de Bavière et le boulevard Charles Quint. [3e quart XIXe siècle].
1 plan
- 291** Plan du projet d'élargissement et de nivellement du chemin des Bassins, à Mons. [3e quart XIXe siècle].
1 pièce
- 292** Extrait du plan cadastral de la commune de Cuesmes comprenant les propriétés appartenant à l'État belge. 25 août 1876.
1 pièce
- 293** Pièces relatives à la remise à la ville du chemin latéral de la Trouille. 1877.
1 chemise
- 294** Pièces relatives à la location d'herbages à Mons. 1877-1881.
1 chemise
- 295** État indiquant les procès-verbaux de remise de propriétés du domaine de la guerre, incomplets et manquants sous la place de Mons. 11 décembre 1880.
1 pièce

-
- 296 Correspondance relative aux locations des herbages, osiers et droit de pêche. 1880.
1 chemise
- 297 Extraits des croquis d'arpentage du cadastre concernant l'évolution du quartier de la gare de Mons entre 1843 et 1882. 1882.
1 chemise
- 298 Lettre du directeur de l'enregistrement au receveur au sujet de l'insertion d'avis pour la vente publique de la cure d'Harveng dans les journaux montois. 1882.
1 pièce
- 299 Plan de la Haine, du chemin de halage et des quais situés le long du chemin des Bassins à partir de l'avenue du Parc. 1884.
1 pièce
- 300 Pièces relatives à la cession du 14 septembre 1887 à la ville de Mons de terrains et étangs traversés par le Trouillon en vue de leur remblaiement et de la création d'un square. 1885-1887.
1 chemise
- 301 Pièces relatives à la clôture du terrain vague sis à Mons, entre la rue Chisaire et l'habitation du chef de gare, pour cause de salubrité publique. 1885-1890.
1 chemise
- 302 Procès-verbal de remise aux domaines de terrains provenant du champ de manœuvre de Nimy. 1889.
1 pièce
- 303 Lettre du directeur de l'enregistrement à propos de la relocation de terrains dépendant du domaine de la guerre. 1889.
1 pièce
- 304 Pièces relatives à la clôture du terrain de l'ancien entrepôt sis à Mons, boulevard Gendebien, pour cause de salubrité publique et remploi de la clôture pour un terrain sis à Mons, avenue du Rœulx. 1890-1896.
1 chemise
- 305 Lettre du collège des bourgmestre et échevins de la ville de Mons priant l'administration des domaines de curer les fossés du chemin des Bassins. 7 avril 1893.
1 pièce
- 306 Pièces relatives à la cession par l'État à la ville de Mons de terrains sis à Mons, avenue de Bertaimont. 1894-1895.

-
- 1 chemise
- 307 Pièces relatives à l'échange d'un terrain sis à Flénu entre la société anonyme des produits, à Saint-Ghislain, et l'État par l'intermédiaire de la société anonyme des chemins de fer des bassins houillers du Hainaut, à Bruxelles. 1898-1899.
1 chemise
- D. LA HAINE
- 308 Pièces relatives au curage de la Haine. 1863-1877.
1 chemise
- 309 Correspondance avec les administrations communales de Havré et Obourg et extrait de la matrice cadastrale de la commune de Havré relatives au curage de la Haine. 1888-1889.
1 chemise
- E. CANAL DU CENTRE
- 310 Pièces relatives à la rétrocession de terrains acquis pour la construction du canal du Centre aux époux Rittweger-Lambry, à Nimy. 1885.
3 pièces
- 311 Pièces relatives à la rétrocession de terrains acquis pour la construction du canal du Centre à Adolphine Ghislain, veuve Denuit, et consorts Denuit, à Obourg. 1882-1884.
1 chemise
- F. CANAL DE MONS À CONDÉ
- 312 Pièces relatives au règlement pour le service de la perception des droits de navigation sur le canal de Mons à Condé et pour le contrôle de ce service sur ledit canal et sur celui de Pommerœul à Antoing, à la contribution foncière et généralités relatives au canal de Mons à Condé. 1844-1860.
1 liasse
- 313 Pièces relatives à la cession d'un terrain à M. Leclercq provenant du canal de Mons à Condé. 1884-1898.
1 chemise
- 314 Pièces relatives à la location d'un terrain situé au bastion de Thulin sur la rive droite du canal de Mons à Condé. 1845.
3 pièces

-
- 315** G. ROUTES ET BARRIÈRES
Dossiers relatifs aux adjudications des routes, chemins de fer, canaux constituant les pièces annexes du sommier des routes. 1833-1846.
1 liasse
- 316** Pièces relatives aux adjudications des barrières et aux actes de cautionnement des adjudicataires. 1840-1850.
1 liasse
- 317** Pièces relatives à l'adjudication des barrières de l'État et aux cautionnements des adjudicataires. 1858-1866.
1 chemise
- 318** H. RÉGLEMENTATION DES BÂTISSSES
Arrêtés du gouverneur de la province de Hainaut en matière d'autorisations relatives aux bâtisses et plantations transmis au conducteur des domaines pour exécution. 1829.
1 chemise
- 319** Rapports du conducteur des domaines en matière d'autorisations relatives aux bâtisses et plantations. 1830.
1 chemise
- 320** I. BOIS
Pièces relatives aux extractions, aux harts et aux surmesures. 1818-1825.
1 liasse
- 321** Pièces relatives aux sommes dues par Isidore Warocqué en qualité de cessionnaire des frères Doms des bois d'Horrués, de La Louvière et d'Imberchies. 1824-1834.
1 chemise
- 322** Pièces relatives à l'affranchissement du bois de La Motte acquis par les frères Doms. 1826-1828.
1 chemise
- 323** Cautionnement de MM. Doms dans le cadre de l'acquisition des bois Lecomte. 1828-1830.
1 chemise
- 324** Pièces relatives à l'affranchissement des bois de Rosière, Antoing, Saint-Amand, Leernes-Sud-Est, Anchin, Hasnon et Obourg acquis par Philippe-Joseph Nicaise. 1828-1836.

1 chemise

- 325** Pièces relatives aux sommes dues par Isidore Warocqué et les frères Doods en qualité d'acquéreurs des bois de Bauffe, des Religieuses et de La Motte. 1830-1834.
1 chemise
- 326** Pièces relatives aux créances dues aux domaines par Jean-Baptiste et Louis Doods et Isidore Warocqué sur les bois de La Louvière, de Bauffe, des Religieuses, de Courrières et de La Hutte. 1833-1837.
1 liasse
- 327** Pièces relatives à une instance contre les frères Doods et Hannecart en recouvrement de prix de vente du bois d'Horrués. 1834-1836.
1 chemise
- 328** Pièces relatives au sursis de paiement du prix d'acquisition du bois d'Absensart, à Familleureux, par les héritiers de Jean Defontaine. 1834-1835.
1 chemise
- 329** Pièces concernant la vente des établissements industriels situés à Lessines, provenant de Jean-Baptiste et Louis Doods. 1844-1850.
1 chemise
- 330** J. DÉCOUVERTES
États trimestriels des biens incorporels et autres créances dont le domaine a obtenu la possession définitive par suite de découvertes faites par les ci-devant commissaires aux découvertes, ou par les inspecteurs des domaines et pièces afférentes. 1828-1830.
1 chemise
- 331** États trimestriels des articles de droits domaniaux de toute nature, consignés sur le mémorial des biens corporels et incorporels, n° 20, dont le receveur s'est occupé (modèle litt. Q). 1833-1834.
1 liasse
- 332** État des articles restant à éclaircir du sommier des découvertes et pièces afférentes. 1792, 1834-1848.
1 liasse

F. SUCCESSIONS VACANTES OU EN DÉSHÉRENCE

333 - 348 ANNEXES DU SOMMIER DES SUCCESSIONS VACANTES OU EN DÉSHÉRENCE (SÉRIE 35). 1817-1972.

- 333** 333 - 338 DOSSIERS CLASSÉS PAR NOM DES DÉFUNTS. 1817-1869.
Marie Ursule Julie de Biseau, veuve d'Alphonse François, comte de Wavrin de Villers-au-Tertre. 1817-1865.
1 liasse
- 334** François Andouche, charpentier à Nimy-Maisières. 1846-1860.
1 chemise
- 335** Charles Barre. 1851-1852.
1 chemise
- 336** Édouard Demoustier. 1858-1875.
1 chemise
- 337** Louis-Auguste Dehoux. 1864-1869.
1 chemise
- 338** Louise Sulfruse, veuve Nicolas Buchet. 1865-1866.
1 chemise
- 339 - 348 DOSSIERS CLASSÉS PAR VOLUME ET ARTICLES. 1912-1972.
- 339** Volume 1, articles 55 à 62. 1912-1928.
1 liasse
- 340** Volume 1, articles 63 à 69. 1922-1930.
1 liasse
- 341** Volume 1, article 70. 1962-1965.
1 chemise
- 342** Volume 5, articles 55 à 65. 1959-1962.
1 liasse
- 343** Volume 5, articles 66-68. 1961-1965.
1 liasse
- 344** Volume 5, article 76. 1964-1968.
1 liasse
- 345** Volume 5, articles 71 à 88. 1963-1967.

-
- 1 liasse
- 346 Volume 6, articles 1 à 29. 1965-1972. 1 liasse
- 347 Volume 6, articles 2, 9 et 30-31. 1966-1968. 1 liasse
- 348 Volume 6, articles 6. 1966-1969. 1 chemise
- 349 États mensuels des recettes et remboursements des consignations judiciaires et volontaires, des cautionnements à représenter en justice et des fonds provenant de successions vacantes et de ceux appartenant à des personnes présumées absentes, qui ont eu lieu au bureau des domaines pour compte du syndicat d'amortissement puis de l'administrateur général des finances et pièces afférentes. 1824-1831. 1 liasse
- 350 Pièces trouvées en la mortuaire, à Ghlin, dans le cadre de la succession de Charles Huet-Lhoir, décédé en 1964. 1964-1965. 1 chemise
- G. BIENS DES COMMUNES*
- 351 Mandats et pièces relatives à la récupération par les communes des pièces d'archives emportées par les administrations françaises et déposées au Bureau des domaines de Mons. 1817-1820. 1 chemise
- H. BIENS SÉQUESTRÉS*
- 352 Registre de recette des rentes et locations de biens séquestrés provenant d'institutions ecclésiastiques, de chapitres et d'émigrés. 1795-1797. 1 volume
- 353 Pièces concernant le séquestre des biens et du mobilier de François Dubois, maître de verrerie à Ghlin, contumax. 1833. 1 chemise
- I. BIENS DES CURES*
- 354 Pièces relatives aux biens de cure formant les annexes au sommier des biens de cure (série 39). 1826-1909. 1 liasse

-
- 355** Pièces relatives à un procès entre l'État belge et la Fabrique d'église de Nimy et le curé de ladite église Descamps au sujet du statut et de la propriété de biens de la cure. 1838-1895. 1 liasse
- J. BIENS DES FABRIQUES D'ÉGLISE ET DES BUREAUX DE BIENFAISANCE*
- 356** 356 - 357 SOMMIERS DES BIENS DONT LES FABRIQUES D'ÉGLISE ET LES ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE ONT ÉTÉ ENVOYÉS EN POSSESSION (SÉRIE 40). [XIXE SIÈCLE]. [XIXe siècle]. 1 volume
- 357** [XIXe siècle]. 1 volume
- 358** Pièces relatives à plusieurs revendications de terres et de rentes introduites par les Hospices civils de Mons. 1783-1842. 1 chemise
- 359** Pièces relatives à la revendication par les Hospices civils de Mons de rentes provenant du chapitre de Sainte-Waudru dues par Maximilien Raulier, de Mons, et des Dominicains de Mons dues par Magnée. 1828-1834. 1 chemise
- 360** Copies des états des biens fonds et des rentes et autres redevances annuelles dont les Hospices civils de Mons ont été envoyés en possession en vertu de la loi du 4 ventôse an IX (23 février 1801), dressés en exécution de l'arrêté royal du 17 avril 1817, approuvés par arrêté royal du 12 mars 1821, et correspondance afférente. 1830. 1 chemise
- 361** Correspondance et pièces relatives à la restitution ou l'attribution de biens et rentes aux hospices civils et fabriques d'église ainsi qu'au recouvrement de rentes appartenant aux domaines. 1832-1834. 1 liasse
- 362** Pièces relatives aux biens provenant de la cure d'Havré possédés par le Bureau de bienfaisance d'Havré. 1834. 1 chemise
- 363** Pièces relatives à la répartition des frais de gardiennat, surveillance et de régie des bois des communes et établissements publics.

	1850-1856.	1 chemise
364	<i>K. SURSÉANCES INDÉFINIES</i> Sommier des surséances indéfinies (série 41). 1863-1972.	1 volume
365	365 - 367 ANNEXES DU SOMMIER DES SURSÉANCES INDÉFINIES (SÉRIE 41). 1930-1975. Volumes 1. 1930-1968.	1 liasse
366	Volume 2. 1947-1975.	1 liasse
367	Volume 3. 1965-1970.	1 liasse
368	<i>L. CONTENTIEUX JUDICIAIRES</i> Sommier du contentieux judiciaires suivi d'un sommier de compte ouvert des versements effectués par les entrepreneurs des routes, canaux et pour frais de surveillance des agents des ponts et chaussées en exécution de la circulaire du ministre des Finances du 30 juin 1841, n° 196. 1817-1866.	1 volume
369	<i>M. DÉCLARATIONS D'AFFICHAGE</i> Registre de dépôt des déclarations d'affichage (série 47bis). 14 janvier 1948 - 22 janvier 1955.	1 volume
370	370 - 376 DÉCLARATIONS D'AFFICHAGE. 1946-1971. 1946-1952.	5 liasses
371	1953-1956.	5 liasses
372	1957-1958.	5 liasses
373	1959-1960.	5 liasses

374	1961-1962.	5 liasses
375	1963-1967.	5 liasses
376	1968-1971.	5 liasses

N. CORRESPONDANCE

377 - 399 REGISTRES DE CORRESPONDANCE (SÉRIE 49). 1897-1974.

377 - 391 BUREAU DES DOMAINES ET BUREAU DES ACTES D'HUISSIERS ET DES DOMAINES. 1923-1974.

377	12 novembre 1923 - 12 juin 1926 (49/70).	1 volume
378	12 juin 1926 - 22 mars 1928 (49/71).	1 volume
379	22 mars 1928 - 11 septembre 1929 (49/72).	1 volume
380	12 septembre 1929 - 15 octobre 1930 (49/73).	1 volume
381	16 octobre 1930 - 11 décembre 1931 (49/74).	1 volume
382	11 décembre 1931 - 13 février 1933 (49/75).	1 volume
383	13 février 1933 - 15 février 1935 (49/76).	1 volume
384	18 février 1935 - 18 décembre 1936 (49/77).	1 volume
385	19 décembre 1936 - 19 janvier 1939 (49/79).	1 volume
386	19 janvier 1939 - 25 août 1941 (49/80).	1 volume

387	25 août 1941 - 29 juillet 1944 (49/81).	1 volume
388	2 août 1944 - 3 septembre 1946 (49/82).	1 volume
389	3 septembre 1946 - 21 décembre 1948 (49/83).	1 volume
390	21 décembre 1948 - 22 mai 1956 (49/84).	1 volume
391	31 mai 1956 - 16 janvier 1974 (49/85).	1 volume
392	<i>392 - 399 BUREAU DES ACTES JUDICIAIRES ET BUREAU DES ACTES JUDICIAIRES ET DU TIMBRE EXTRAORDINAIRE. 1897-1966.</i> 10 juin 1897 - 8 janvier 1906 (49/28).	1 volume
393	8 janvier 1906 - 20 septembre 1913 (49/29).	1 volume
394	20 janvier 1922 - 15 mai 1926 (49/31).	1 volume
395	14 septembre 1939 - 7 juin 1941 (49/39).	1 volume
396	7 juin 1941 - 7 avril 1943 (49/40).	1 volume
397	8 avril 1943 - 10 novembre 1945 (49/41).	1 volume
398	19 octobre 1948 - 4 janvier 1950 (49/43).	1 volume
399	27 août 1952 - 31 octobre 1966 (49/45).	1 volume

400 - 404 COPIE DE LA CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE AVEC LE DIRECTEUR DE L'ENREGISTREMENT DE MONS. 1919-1967.

400 - 402 BUREAU DES ACTES JUDICIAIRES ET DES DOMAINES. 1919-1967.

- | | | |
|-----|--|-----------|
| 400 | 1919-1940. | 1 liasse |
| 401 | 1941-1948. | 1 liasse |
| 402 | 1951-1967. | 1 liasse |
| 403 | <i>403 - 404 BUREAU DU TIMBRE. 1950-1965.</i>
1950-1959. | 1 liasse |
| 404 | 1957-1965. | 1 liasse |
| 405 | <i>O. ORGANISATION GÉNÉRALE</i>
États des indemnités de frais de route des agents et présentant les distances des communes dépendant du ressort de l'agence de Mons. 1828-1830. | 1 chemise |
| 406 | Tableau de classification des modèles de registres, sommiers, tables et autres imprimés. 1858. | 1 cahier |
| 407 | Sommier d'ordres et instructions (série 56). 1942-1971. | 1 volume |
| 408 | Pièces relatives à l'envoi au pilon et au transfert aux Archives de l'État des archives du bureau. 1955-1982. | 1 chemise |
| 409 | Correspondance et rapport relatifs à l'occupation du personnel du bureau. 1958-1969. | 1 chemise |
| 410 | <i>P. OPÉRATIONS DE BOURSE</i>
Registre des déclarations de profession relatives aux opérations de | |

bourse (série 69/1). 1914-1933.

1 volume

Q. INSTANCES, CONTRAINTES ET RÉCUPÉRATIONS DE BIENS OU DE RENTES

411 - 448 PIÈCES RELATIVES À DES LITIGES OU DES ÉCLAIRCISSEMENTS LIÉS À DES BIENS DOMANIAUX CLASSÉS EN FONCTION DE LA PROVENANCE DESDITS BIENS. 1708-1848.

- | | | |
|-----|--|-----------|
| 411 | Hôpital Saint-Julien à Ath et Abbaye du Val des Écoliers à Mons. 1708. | 1 chemise |
| 412 | Oratoire de Jésus à Mons. 1727-1778. | 1 chemise |
| 413 | Conceptionnistes de Nivelles. 1767-1828. | 1 chemise |
| 414 | Oratoriens de Mons. (1777) 1826-1830. | 1 chemise |
| 415 | Chapitre de Soignies. 1799/1800 (an VIII)-1830. | 1 chemise |
| 416 | Chapelle Saint-Georges. 1809 et 1828. | 2 pièces |
| 417 | Chapelle de Burnival. 1817-1832. | 1 chemise |
| 418 | Collège du pape à Louvain. 1822-1823. | 1 chemise |
| 419 | Chapitre de Sainte-Waudru. 1823-1848. | 1 chemise |
| 420 | Abbaye de Cambron. 1824-1826 et 1829-1830. | 1 chemise |
| 421 | Maison domaniale à Mons occupée par l'inspection des travaux et routes. 1827-1830. | 1 chemise |
| 422 | Abbaye de Saint-Denis. 1828. | 1 chemise |

423	Ex-religieuses de Brugelette. 1827-1829.	1 chemise
424	Abbaye de Cambron. 1828-1830.	1 chemise
425	Abbaye de Saint-Denis. 1829.	1 chemise
426	Cure de Saint-Vaast. 1829.	2 pièces
427	Abbaye d'Aulne. 1829-1830.	1 chemise
428	Abbaye de Bonne-Espérance. 1829-1830.	1 chemise
429	Sœurs noires de Mons. 1829-1830.	1 chemise
430	Oratoriens de Chièvres. 1829-1830.	1 chemise
431	Couvent des Ursulines à Mons. 1829-1830.	1 chemise
432	Fabrique d'église de Baisieux. 1829-1833.	1 chemise
433	Abbaye d'Anchin. 1830.	2 pièces
434	Abbaye de Crespin. 1830.	1 chemise
435	Abbaye du Val des Écoliers à Mons. 1830.	1 pièce
436	Abbaye de Lobbes. 1830.	3 pièces
437	Bénéfice Saint-Paul fondé en l'église de Saint-Piat à Tournai. 1830.	2 pièces
438	Carmes de Brugelette. 1830.	1 chemise
439	Chapitre de Condé. 1830.	

		1 pièce
440	Chartreux d'Hérinnes. 1830.	2 pièces
441	Cure de Bienne-lez-Happart. 1830.	2 pièces
442	Cure d'Écaussinnes-Saint-Remy. 1830.	2 pièces
443	Cure de Montrœul-sur-Haine. 1830.	2 pièces
444	Cure de Nimy-Maisières. 1830.	2 pièces
445	Cure de Quévy. 1830.	2 pièces
446	Filles de Notre-Dame à Mons. 1830.	1 pièce
447	Jésuites de Mons. 1830.	1 pièce
448	Sœurs grises d'Hautrage. 1830.	2 pièces
	449 - 493 PIÈCES RELATIVES À DIVERSES INSTANCES INTENTÉES. 1800-1874.	
449	Caroline Dutilloeuil, de Masnuy-Saint-Jean. 1800-1823.	1 chemise
450	Félix Montenez, de Saint-Symphorien, recouvrement de rentes. 1809-1831.	1 chemise
451	Léopold Putsage, de Ciply, recouvrement du prix d'acquisition de biens nationaux. 1809-1825.	1 chemise
452	Simon Mainil et ses cautions, litige lié à l'adjudication du 27 septembre 1813 du bois d'Hasnon. 1810-1818.	1 chemise
453	Eugène Godefroid, de Mons, caution de Joseph Beghin, de Mons,	

	pour paiement de bois coupés dans le bois Delhayé, à Anderlues. 1811-1831.	1 chemise
454	Noël, de Gand, en matière de recouvrement de redevance pour l'extraction de charbon de la forêt royale de Colfontaine. 1817-1818.	1 chemise
455	Jean-Nicolas et François Huet, de Bruxelles. 1817-1824.	1 chemise
456	Pierre Dubousquet, propriétaire à Bruxelles, pour paiement du fermage de lot de pêche. 1819-1825.	1 chemise
457	Louis-Joseph Buisseret, cultivateur à Mons, pour paiement de rente. 1819-1825.	1 chemise
458	Simon-François Riche, de Genly. 1820-1821.	1 chemise
459	Félix François Roger, de Nimy, recouvrement de rente provenant de l'Abbaye de Bélian. 1821-1827.	1 chemise
460	Pièces relatives à la vente du couvent des Bénédictines de Mons à Gaston Defacqz. 1821-1828.	1 chemise
461	Augustin Godefroid, de Blaugies. 1822-1844.	1 chemise
462	Époux Faubert, d'Enghien, en recouvrement de rente. 1822-1824.	1 chemise
463	Ferdinand Huart, épicier à Mons, au sujet d'une rente provenant des Dominicains à Mons. 1822-1835.	1 chemise
464	Philippe Deghislage, de Genly. 1823-1824.	2 pièces
465	Philippe Fion, de Mons. 1824.	1 chemise
466	Célestin Bayot, de Saint-Vaast. 1824-1826.	1 chemise

- 467 François Wauquier, litige lié à un bois à Sars-la-Bruyère. 1824-1825.
1 chemise
- 468 Eugène Godefroid et Joseph Beghin, de Mons. 1825-1827.
1 pièce
- 469 Héritiers de J.J. Anciau, de Mons, en recouvrement de rente
provenant des Visitandines de Mons. 1827-1840.
1 chemise
- 470 Lettre du chambellan de l'administration des domaines du 3e
ressort à l'agent du domaine à Mons relative à la perception de
rentes provenant des Oratoriens de Nicogne par leur ex-receveur,
Largillière, juge de paix du canton de Chièvres. 20 août 1828.
1 pièce
- 471 Nicolas Godefroid et Ghislain Collin, de Blaugies. 1828.
1 chemise
- 472 François et Florent Denuette, de Dergneau. 1828-1834.
1 chemise
- 473 Louis Ghislain, négociant à Trazegnies. 1828-1835.
1 chemise
- 474 Jean-Jacques Vincart, de Hellebecq, en recouvrement de rente
provenant des Conceptionnistes d'Enghien. 1829-1830.
2 pièces
- 475 Labrique, de Chièvres, en recouvrement de frais d'acquisition de
biens domaniaux. 1829-1855.
1 chemise
- 476 Toussaint Lecocq, de Cuesmes, relative à la jouissance d'un terrain
dépendant des fortifications acquis du Syndicat d'amortissement le
12 août 1828. 1829-1832.
1 chemise
- 477 Pièces et plans relatifs à la contestation de propriété d'un chemin
situé à Saint-Denis dit du Moulin aux Écaussinnes ou de Saint-Denis
à Soignies provenant de l'Abbaye de Saint-Denis. 1830-1842.
1 chemise
- 478 Prosper Brouez, entrepreneur à Mons, en vue du recouvrement du
prix de vente de biens domaniaux. 1830-1866.
1 liasse
- 479 Consorts Honorez au sujet de la contribution foncière de l'année

-
- 1827 des bois Delhayé et de Nimy-Maisières. 1832-1833. 1 chemise
- 480 André Descamps, de Havré. 1832-1833. 1 chemise
- 481 Héritiers de François Lepoivre, de Bois-de-Lessines. 1833. 1 chemise
- 482 Honnorez, de Mons, revendication d'une parcelle de terrain provenant des excédents de terrains emprisis pour les fortifications de Mons. 1833. 3 pièces
- 483 Pierre François Tiberghien, recouvrement de rentes dont l'État conteste l'existence. 1833-1849. 1 chemise
- 484 Isidore Warocqué, banquier à Mons, état des créances et pièces relatives à la récupération de celles-ci. 1834. 1 chemise
- 485 Albert Moreau, notaire à Pâturages, en matière de frais de garde du bois du Temple à Sars-la-Bruyère. 1834-1836. 1 chemise
- 486 François Hayois, de Bauffe, recouvrement des termes échus du prix de vente du bois d'Eauwis et garantie initiale afférente. 1834-1838. 1 chemise
- 487 Correspondance relative au chaufour (four à chaux) de Nimy provenant du Chapitre de Sainte-Waudru, à Mons. 1835-1836. 3 pièces
- 488 Eugénie-Charlotte Roisin, veuve de Nicolas Legrand, au sujet de l'adjudication des herbages dépendants des fortifications de Mons. 1835-1839. 1 chemise
- 489 Revendication par les communes de Saint-Denis et Obourg du pré anciennement vivier dit Petit Hannotin, à Obourg, provenant de l'ex-abbaye de Saint-Denis. 1843-1849. 2 pièces
- 490 Cerf Straus Gombel. 1849. 1 pièce
- 491 Consorts Laigle et Fontaine. 1859. 1 pièce

- 492 Clerbaut et Dupont, règlement transactionnel concernant le loyer de terrains des fortifications de Mons. 1864-1867. 1 chemise
- 493 Pièces concernant la transaction intervenue entre l'État belge, la commune d'Hyon et Édouard Fontaine de Ghelin au sujet d'une parcelle de terrain située à Hyon que l'État avait vendue alors qu'elle était la propriété de la commune. 1866-1874. 1 chemise
- 494 Contraintes émises en vue de préserver les intérêts du Trésor. 1810-1831. 1 chemise
- 495 Pièces relatives au paiement du prix d'acquisition de biens acquis par l'ex-receveur du bureau des domaines Brouwez. 1819-1829. 1 chemise

R. FONDS DE L'INDUSTRIE NATIONALE

- 496 - 500 PIÈCES ANNEXES DU SOMMIER DU FONDS DE L'INDUSTRIE NATIONALE. 1825-1854.
- 496 Hubert Lejeune, maître de forge à Fontaine-l'Évêque, et Société en commandite Destombes et Compagnie pour l'exploitation des hauts-fourneaux et forges de Hourpes-sur-Sambre (2). 1825-1854. 1 chemise
- 497 Société Legrand-Gossart (4). 1827-1835. 1 chemise
- 498 Jacques François, fondateur de fer, à Mons (6). 1830-1837. 1 chemise
- 499 Charles-Joseph Petit, fabricant de pipes, à Mons (7 et 8). 1831-1834. 1 chemise
- 500 Génie militaire (9). 1831-1832. 1 chemise
- 501 Correspondance et affiche concernant la cession faite par Pierre-Jean-Louis Brillard en faveur du Fonds de l'industrie nationale d'une forgerie à Jemappes et de créances lui dues par la Société de Sars-Longchamp, les frères Boetz et les héritiers de Hubert Lejeune. 1831-1868. 1 liasse

S. LÉGISLATIONS SPÉCIFIQUES

- 502 Bordereau de remise faite par le receveur général du département de Jemappes de cédules le 20 brumaire an XI et pièces afférentes. 1801-1803 (ans X et XI).
1 chemise
- 503 Pièces relatives aux avances faites au dépôt de mendicité de Mons et aux communes dans le cadre de la loi du 24 septembre 1845 visant à aider à subvenir aux dépenses extraordinaires résultant du renchérissement des denrées alimentaires. 1845-1875.
1 chemise
- T. PORTEURS DE CONTRAINTES*
- 504 Répertoire servant à Philippe Dumortier, porteur de contraintes pour l'arrondissement de Mons. 1831-1844.
1 cahier
- U. AMENDES, FRAIS DE JUSTICE ET RECOURS EN GRÂCES*
- 505 Extraits des registres du Conseil de la Préfecture du département de Jemappes contenant la mention d'amendes encourues par des citoyens. 1804/1805 (an XIII)-1806.
1 liasse
- 506 Inventaires des états de proposition d'emprisonnement subsidiaire. 1892-1898.
1 chemise
- 507 Pièces relatives aux relations avec la France en matière d'amendes et frais de justice à charge de personnes domiciliées en France. 1893-1894.
1 chemise
- 508 - 512 ÉTATS DES FRAIS DE JUSTICE CRIMINELLE CONCERNANT LES CAPTURES. 1894-1898.
1894.
1 chemise
- 509 1895.
1 chemise
- 510 1896.
1 chemise

511	1897.	1 chemise
512	1898.	
513	513 - 518 DOSSIERS RELATIFS AUX INFORMATIONS ET DÉCISIONS SUR LES RECOURS EN GRÂCE. 1894-1899. 1894.	1 chemise
514	1895.	1 chemise
515	1896.	1 chemise
516	1897.	1 chemise
517	1898.	1 chemise
518	1899.	1 chemise
519	519 - 521 PIÈCES RELATIVES AUX ÉCROUS. 1894-1897. 1894.	1 chemise
520	1895-1896.	1 chemise
521	1897.	1 chemise

II. PRÉDÉCESSEURS EN DROIT

A. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT DE BRAINE-LE-COMTE

Voir Bureau de l'enregistrement de Soignies II.

B. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT DE CHIÈVRES

1. BIENS CORPORELS ET INCORPORELS

522 - 523 SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS CORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32). 1899-1959.

- 522** 12 mai 1899 - 19 juin 1946 (32/3). 1 volume
- 523** 25 septembre 1946 - 5 septembre 1959 (32/4). 1 volume
- 524** Annexes du sommier de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32, volume 4, articles 47 à 71). 1963-1967. 1 chemise
- 525** Sommier des concessions (série 32C, volume 5). 24 mars 1969 - 19 décembre 1975. 1 volume
-
- ##### *526 - 527 SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS INCORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT ET DES PRODUITS GÉNÉRALEMENT CONNUS SOUS LE NOM DE PRODUITS DIVERS (SÉRIE 33). 1948-1976.*
- 526** 22 mars 1948 - 22 novembre 1956 (33/7). 1 volume
- 527** 22 septembre 1972 - 7 avril 1976 (33/9). 1 volume
- 528** Sommiers des successions vacantes ou en déshérence (série 35). 1879-1970. 1 volume
- 529** Sommier des surséances indéfinies (série 41, volume 1). 1849-1855. 1 volume

2. PRIVILÈGE AGRICOLE

530 - 557 REGISTRES D'INSCRIPTION DU PRIVILÈGE AGRICOLE (SÉRIE 65). 1947-1976.

530	8 octobre 1947 - 16 mars 1949 (65/7).	1 volume
531	16 mars 1949 - 12 février 1951 (65/8).	1 volume
532	1er mars 1951 - 25 juin 1952 (65/9).	1 volume
533	25 juin 1952 - 11 janvier 1954 (65/10).	1 volume
534	11 janvier 1954 - 2 novembre 1955 (65/11).	1 volume
535	2 novembre 1955 - 9 février 1957 (65/12).	1 volume
536	9 février 1957 - 2 juin 1958 (65/13).	1 volume
537	3 juin 1958 - 3 septembre 1959 (65/14).	1 volume
538	3 septembre 1959 - 11 octobre 1960 (65/15).	1 volume
539	11 octobre 1960 - 31 août 1961 (65/16).	1 volume
540	31 août 1961 - 3 juin 1962 (65/17).	1 volume
541	4 juin 1962 - 12 mars 1963 (65/18).	1 volume
542	12 mars 1963 - 16 janvier 1964 (65/19).	1 volume
543	28 janvier 1964 - 16 septembre 1964 (65/20).	1 volume
544	16 septembre 1964 - 27 octobre 1965 (65/21).	

		1 volume
545	27 octobre 1965 - 9 septembre 1966 (65/22).	1 volume
546	12 septembre 1966 - 2 octobre 1967 (65/23).	1 volume
547	2 octobre 1967 - 18 mars 1969 (65/24).	1 volume
548	18 mars 1969 - 24 février 1970 (65/25).	1 volume
549	24 février 1970 - 16 mars 1971 (65/26).	1 volume
550	17 mars 1971 - 28 mars 1972 (65/27).	1 volume
551	28 mars 1972 - 12 décembre 1972 (65/28).	1 volume
552	12 décembre 1972 - 22 juin 1973 (65/29).	1 volume
553	25 juin 1973 - 27 mars 1974 (65/30).	1 volume
554	27 mars 1974 - 13 janvier 1975 (65/31).	1 volume
555	13 janvier 1975 - 6 octobre 1975 (65/32).	1 volume
556	6 octobre 1975 - 11 août 1976 (65/33).	1 volume
557	11 août 1976 - 31 décembre 1976 (65/34).	1 volume
558	<i>558 - 559 TABLES ALPHABÉTIQUES DU REGISTRE D'INSCRIPTION DU PRIVILÈGE AGRICOLE (SÉRIE 66). [1947-1976]. (66/1).</i>	1 volume
559	(66/2).	

1 volume

C. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT DE COLFONTAINE (EX-PÂTURAGES)

1. BIENS CORPORELS ET INCORPORELS

560 - 561 SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS CORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32). 1860-1952.

560 17 décembre 1860 - 29 juillet 1911 (32/2). 1 volume

561 31 octobre 1911 - 30 novembre 1952 (32/3). 1 volume

562 Sommier des biens corporels immobiliers appartenant à l'État (série 32A, volume 1). 1965-1975. 1 liasse

563 Sommier des biens corporels mobiliers appartenant à l'État (série 32B, volume 1). 20 janvier 1970 - 30 avril 1976. 1 volume

564 Annexes du sommier de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32, volume 1). 1970-1976. 1 volume

565 Sommiers de consistance des biens incorporels appartenant à l'État (série 33, volume 2). 5 décembre 1975 - 30 avril 1976. 1 volume

2. SUCCESSIONS VACANTES OU EN DÉSHÉRENCE

566 Sommiers des successions vacantes ou en déshérence (série 35, volume 1). 1863-1976. 1 volume

3. PRIVILÈGE AGRICOLE

567 - 575 REGISTRES D'INSCRIPTION DU PRIVILÈGE AGRICOLE (SÉRIE 65). 1940-1977.

567 6 avril 1940 - 1er juin 1947 (65/6). 1 volume

568 2 juin 1947 - 12 août 1950 (65/7). 1 volume

569	12 août 1950 - 15 avril 1953 (65/8).	1 volume
570	16 avril 1953 - 1er février 1957 (65/9).	1 volume
571	1er février 1957 - 24 juin 1960 (65/10).	1 volume
572	24 juin 1960 - 6 décembre 1965 (65/11).	1 volume
573	6 décembre 1965 - 22 juin 1971 (65/12).	1 volume
574	22 juin 1971 - 14 mai 1975 (65/13).	1 volume
575	15 mai 1975 - 2 janvier 1977 (65/14).	1 volume
576	<i>576 - 577 TABLES ALPHABÉTIQUES DU REGISTRE D'INSCRIPTION DU PRIVILÈGE AGRICOLE (SÉRIE 66). [1940-1977]. (66/1).</i>	1 volume
577	<i>(66/2).</i>	1 volume
 <i>D. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT DE DOUR</i>		
578	1. BIENS CORPORELS ET INCORPORELS Sommier de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32, volume 1). 17 juin 1860 - 23 avril 1927.	1 volume
579	Sommier des locations d'immeubles et des concessions (série 32A, volume 1). 8 janvier 1970 - 30 avril 1976.	1 volume
580	Sommier de consistance des biens incorporels appartenant à l'État (série 33, volume 1). 12 janvier 1970 - 8 mars 1976.	1 volume

581	2. SUCCESSIONS VACANTES OU EN DÉSHÉRENCE Sommier des successions vacantes ou en déshérence (série 35, volume 1). 1968-1973.	1 volume
	3. PRIVILÈGE AGRICOLE	
	<i>582 - 598 REGISTRES D'INSCRIPTION DU PRIVILÈGE AGRICOLE (SÉRIE 65). 1937-1976.</i>	
582	26 juin 1937 - 17 août 1946 (65/5).	1 volume
583	25 janvier 1952 - 29 juillet 1954 (65/8).	1 volume
584	29 juillet 1954 - 10 août 1956 (65/9).	1 volume
585	10 août 1956 - 2 juillet 1958 (65/10).	1 volume
586	3 juillet 1958 - 17 juin 1960 (65/11).	1 volume
587	17 juin 1960 - 4 janvier 1962 (65/12).	1 volume
588	4 janvier 1962 - 21 mars 1963 (65/13).	1 volume
589	21 mars 1963 - 20 février 1964 (65/14).	1 volume
590	20 février 1964 - 13 novembre 1964 (65/15).	1 volume
591	13 novembre 1964 - 19 janvier 1966 (65/16).	1 volume
592	19 janvier 1966 - 24 avril 1967 (65/17).	1 volume
593	25 avril 1967 - 8 novembre 1968 (65/18).	1 volume
594	8 novembre 1968 - 3 août 1970 (65/19).	

		1 volume
595	11 août 1970 - 18 mai 1972 (65/20).	1 volume
596	18 mai 1972 - 22 février 1974 (65/21).	1 volume
597	22 février 1974 - 7 mai 1976 (65/22).	1 volume
598	7 mai 1976 - 31 décembre 1976 (65/23).	1 volume
599	Table alphabétique du registre d'inscription du privilège agricole (série 66). [1937-1976].	1 volume

E. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT D'ENGHIEN

1. BIENS CORPORELS

600 - 601 SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS CORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32). 1924-1969.

600	28 juin 1924 - 6 octobre 1938 (32/9).	1 volume
601	12 octobre 1938 - 2 décembre 1969 (32/10).	1 volume
602	Annexes du sommier de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32, volume 10, articles 122 à 151). 1959-1964.	1 chemise
603	Sommier des concessions (série 32C, volume 1). 1963-1978.	1 volume
604	Sommiers de consistance des biens incorporels appartenant à l'État et des produits généralement connus sous le nom de produits divers (série 33, volume 9). 27 octobre 1953 - 17 décembre 1969.	1 volume

2. SUCCESSIONS VACANTES OU EN DÉSHÉRENCE

605	Sommier des successions vacantes ou en déshérence (série 35, volume 7). 1891-1970.	
-----	--	--

1 volume

3. PRIVILÈGE AGRICOLE

606 - 616 REGISTRES D'INSCRIPTION DU PRIVILÈGE AGRICOLE (SÉRIE 65). 1929-1970.

- 606** 12 juin 1929 - 18 août 1937 (65/5). 1 volume
- 607** 18 août 1937 - 28 mai 1947 (65/6). 1 volume
- 608** 28 mai 1947 - 3 juillet 1951 (65/7). 1 volume
- 609** 3 juillet 1951 - 17 janvier 1955 (65/8). 1 volume
- 610** 17 janvier 1955 - 31 décembre 1956 (65/9). 1 volume
- 611** 31 décembre 1956 - 18 octobre 1960 (65/10). 1 volume
- 612** 18 octobre 1960 - 4 novembre 1965 (65/11). 1 volume
- 613** 7 novembre 1965 - 22 août 1966 (65/12). 1 volume
- 614** 22 août 1966 - 25 janvier 1968 (65/13). 1 volume
- 615** 26 janvier 1968 - 15 décembre 1969 (65/14). 1 volume
- 616** 16 décembre 1969 - 1er janvier 1970 (65/15). 1 volume
- 617** Table alphabétique du registre d'inscription du privilège agricole (série 66, volume 1). [1888-1970]. 1 volume
- 618** *F. BUREAU DE L'ÉCLUSIER PERCEPTEUR À JEMAPPES*
Registre de correspondance (série 49). 30 avril 1942 - 31 décembre 1950.

1 volume

G. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT DE LA LOUVIÈRE I

1. BIENS CORPORELS

*619 - 627 SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS CORPORELS
APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32). 1877-1952.*

- 619** 8 mai 1877 - 3 mai 1904 (32/1). 1 volume
- 620** 6 mai 1904 - 2 mars 1917 (32/2). 1 volume
- 621** 26 mars 1917 - 23 décembre 1925 (32/3). 1 volume
- 622** 11 janvier 1926 - 28 août 1929 (32/4). 1 volume
- 623** 28 août 1929 - 9 mars 1932 (32/5). 1 volume
- 624** Mars 1932 - 24 août 1934 (32/6). 1 volume
- 625** 25 août 1935 - 26 janvier 1939 (32/7). 1 volume
- 626** 26 janvier 1939 - 26 juillet 1946 (32/8). 1 volume
- 627** 4 septembre 1946 - 16 août 1952 (32/9). 1 volume
- 628** Sommier des biens corporels immobiliers appartenant à l'État (série 32A, volume 1). 22 novembre 1952 - 4 juin 1973. 1 volume
- 629** Annexes du sommier des biens corporels immobiliers appartenant à l'État (série 32A, volume 1, articles 10 à 94). 1964-1973. 1 liasse
- 630** Sommier des biens corporels mobiliers appartenant à l'État (série 32B, volume 1). 27 juillet 1953 - 27 avril 1976. 1 volume

-
- 631 Annexes du sommier des biens corporels mobiliers appartenant à l'État (série 32B, volume 1, articles 6 à 62). 1953-1961. 1 liasse
- 632 632 - 634 SOMMIERS DES CONCESSIONS (SÉRIE 32C). 1907-1968. 18 juin 1907 - 25 janvier 1939 (32C/1). 1 volume
- 633 26 janvier 1939 - 25 octobre 1952 (32C/2). 1 volume
- 634 10 janvier 1968 (32C/4). 1 volume
- 635 Annexes du sommier des concessions (série 32C, volume 2, articles 1 à 157). 1922-1974. 1 liasse
- 636 636 - 638 SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS INCORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT ET DES PRODUITS GÉNÉRALEMENT CONNUS SOUS LE NOM DE PRODUITS DIVERS (SÉRIE 33). 1959-1976. 11 septembre 1959 - 9 juillet 1964 (33/4). 1 volume
- 637 9 juillet 1964 - 30 mai 1973 (33/5). 1 volume
- 638 2 juillet 1973 - 22 avril 1976 (33/6). 1 volume
- 639 2. PRIVILÈGE AGRICOLE
Registre d'inscription du privilège agricole (série 65, volume 5). 20 décembre 1937 - 28 août 1947. 1 volume
- H. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT DE LA LOUVIÈRE II*
- 640 1. ACTES DU RECEVEUR
Copies des actes du receveur des domaines. 1935-1952. 1 chemise
- 641 Répertoires des actes du receveur des domaines. 1930-1974. 1 chemise

2. BIENS CORPORELS

642 - 644 SOMMIERS DES LOCATIONS D'IMMEUBLES ET DES CONCESSIONS (SÉRIE 32A). 1974-1976.

- 642** 6 novembre 1974 - 13 novembre 1974 (32A/3). 1 volume
- 643** 13 novembre 1974 - 13 février 1975 (32A/4). 1 volume
- 644** 13 février 1975 - 16 décembre 1976 (32A/5). 1 volume
- 645** Annexes du sommier des biens corporels immobiliers appartenant à l'État (série 32A, volume 1, articles 1 à 103). 1889-1974. 1 liasse
- 646** Sommier des biens corporels mobiliers appartenant à l'État (série 32B, volume 1). 26 février 1953 - 7 avril 1976. 1 volume
- 647 - 648 SOMMIERS DES CONCESSIONS (SÉRIE 32C). 1932-1974.*
- 647** 21 mai 1932 - 29 septembre 1966 (32C/1). 1 volume
- 648** 27 octobre 1966 - 17 juillet 1974 (32C/2). 1 volume
- 649 - 650 ANNEXES DU SOMMIER DES CONCESSIONS (SÉRIE 32C). 1949-1976.*
- 649** Volume 1, articles 6 à 62. 1949-1976. 1 liasse
- 650** Volume 2, articles 1 à 91. 1968-1976. 1 liasse
- 651** Sommier de consistance des biens incorporels appartenant à l'État et des produits généralement connus sous le nom de produits divers (série 33, volume 9). 6 août 1965 - 31 mars 1976. 1 volume
- 652** Annexes du sommier des successions vacantes ou en déshérence (série 35). 1931-1976. 1 liasse

3. PRIVILÈGE AGRICOLE

653 - 659 REGISTRES D'INSCRIPTION DU PRIVILÈGE AGRICOLE (SÉRIE 65). 1946-1977.

653	1er janvier 1946 - 31 décembre 1952 (65/6).	1 volume
654	2 janvier 1953 - 28 février 1956 (65/7).	1 volume
655	28 février 1956 - 8 novembre 1960 (65/8).	1 volume
656	8 novembre 1960 - 21 juin 1966 (65/9).	1 volume
657	21 juin 1966 - 7 février 1972 (65/10).	1 volume
658	8 février 1972 - 3 décembre 1974 (65/11).	1 volume
659	3 décembre 1974 - 2 janvier 1977 (65/12).	1 volume
660	Table alphabétique du registre d'inscription du privilège agricole (série 66). [1946-1977].	1 volume

I. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT DE LE RŒULX

1. BIENS CORPORELS

661 - 665 SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS CORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32). 1917-1949.

661	14 avril 1917 - 9 septembre 1927 (32/7).	1 volume
662	25 novembre 1927 - 3 mars 1933 (32/8).	1 volume
663	14 avril 1933 - 2 décembre 1937 (32/9).	1 volume
664	6 décembre 1937 - 14 décembre 1947 (32/10).	

		1 volume
665	14 janvier 1948 - 23 décembre 1949 (32/11).	1 volume
666	<i>666 - 670 ANNEXES AU SOMMIER DE CONSISTANCE DES BIENS CORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32). 1932-1969.</i> Volume 7. 1932-1969.	1 chemise
667	Volume 8. 1932-1955.	1 chemise
668	Volume 9. 1933-1955.	1 chemise
669	Volume 10. 1938-1969.	1 liasse
670	Volume 11. 1948-1969.	1 chemise
671	Sommier des biens corporels immobiliers appartenant à l'État (série 32A, volume 2). 24 janvier 1969 - 16 février 1970.	1 volume
	<i>672 - 677 ANNEXES DU SOMMIER DES BIENS CORPORELS IMMOBILIERS APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32A). 1928-1976.</i>	
672	672 - 673 Volume 1. 1928-1975. Articles 1 à 16. 1928-1959.	1 liasse
673	Articles 18 à 104. 1953-1975.	1 liasse
674	Volume 2, articles 1 à 94. 1968-1976.	1 liasse
675	Volume 3, articles 28 à 99. 1969-1974.	1 liasse
676	Volume 4. 1972.	1 chemise
677	Volume 5. 1970-1976.	

1 chemise

678 - 679 SOMMIERS DES LOCATIONS D'IMMEUBLES ET DES CONCESSIONS (SÉRIE 32A). 1971-1976.

- 678** 12 août 1971 - 29 juillet 1974 (32A/4).
1 volume
- 679** 3 août 1974 - 10 mars 1976 (32A/5).
1 volume
- 680** Sommier des biens corporels mobiliers appartenant à l'État (série 32B, volume 1). 13 juillet 1950 - 18 avril 1977.
1 volume
- 681** Annexes du sommier des biens corporels mobiliers appartenant à l'État (série 32B, volume 1, articles 39 à 62). 1965-1975.
1 liasse
- 682 - 683 SOMMIERS DES CONCESSIONS (SÉRIE 32C). 1957-1972.*
- 682** 1er mars 1957 - 28 août 1958 (32C/2).
1 volume
- 683** 16 février 1970 - 17 janvier 1972 (32C/3).
1 volume
- 684 - 687 SOMMIERS DES CONCESSIONS (SÉRIE 32C). 1931-1975.*
- 684** Volume 1, articles 2 à 89. 1931-1961.
1 chemise
- 685** Volume 1, articles 23 à 61. 1951-1972.
1 liasse
- 686** Volume 1, articles 4 à 48 et volume 2, articles 85 à 86. 1949-1975.
1 chemise
- 687** Volume 2, articles 12, 13, 26, et 30. 1957-1960.
1 chemise
- 688 - 691 SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS INCORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT ET DES PRODUITS GÉNÉRALEMENT CONNUS SOUS LE NOM DE PRODUITS DIVERS (SÉRIE 33). 1956-1976.*
- 688** 12 décembre 1956 - 6 décembre 1961 (33/14).
1 volume

689	28 décembre 1961 - 11 juin 1965 (33/15).	1 volume
690	11 juin 1965 - 4 septembre 1973 (33/16).	1 volume
691	4 septembre 1973 - 18 mars 1976 (33/17).	1 volume
692	Sommier des successions vacantes ou en déshérence (série 35, volume 1). 1866-1975.	1 volume
693	Sommier des surséances indéfinies (série 41, volume 6). 4 avril 1862 - 13 novembre 1953.	1 volume

2. PRIVILÈGE AGRICOLE

694 - 721 REGISTRES D'INSCRIPTION DU PRIVILÈGE AGRICOLE (SÉRIE 65). 1939-1976.

694	3 février 1939 - 21 octobre 1945 (65/8).	1 volume
695	22 octobre 1945 - 11 juillet 1947 (65/9).	1 volume
696	11 juillet 1947 - 30 novembre 1948 (65/10).	1 volume
697	30 novembre 1948 - 6 mars 1950 (65/11).	1 volume
698	7 mars 1950 - 26 juin 1951 (65/12).	1 volume
699	26 juin 1951 - 18 septembre 1952 (65/13).	1 volume
700	18 septembre 1952 - 24 mars 1954 (65/14).	1 volume
701	25 mars 1954 - 15 juillet 1955 (65/15).	1 volume
702	15 juillet 1955 - 28 août 1956 (65/16).	

1 volume

703 28 août 1956 - 17 janvier 1958 (65/17).

1 volume

704 17 janvier 1958 - 30 mai 1959 (65/18).

1 volume

705 30 mai 1959 - 13 juillet 1960 (65/19).

1 volume

706 13 juillet 1960 - 3 juillet 1961 (65/20).

1 volume

707 3 juillet 1961 - 23 juillet 1962 (65/21).

1 volume

708 23 juillet 1962 - 22 juillet 1963 (65/22).

1 volume

709 22 juillet 1963 - 2 juin 1964 (65/23).

1 volume

710 2 juin 1964 - 29 mars 1965 (65/24).

1 volume

711 29 mars 1965 - 26 janvier 1966 (65/25).

1 volume

712 26 janvier 1966 - 3 février 1967 (65/26).

1 volume

713 3 février 1967 - 14 novembre 1967 (65/27).

1 volume

714 14 novembre 1967 - 14 octobre 1968 (65/28).

1 volume

715 14 octobre 1968 - 17 novembre 1969 (65/29).

1 volume

716 17 novembre 1969 - 18 mai 1971 (65/30).

1 volume

717 18 mai 1971 - 29 août 1972 (65/31).

1 volume

718 30 août 1972 - 28 août 1973 (65/32).

1 volume

-
- 719 28 août 1973 - 22 juillet 1975 (65/33). 1 volume
- 720 22 juillet 1975 - 16 juillet 1976 (65/34). 1 volume
- 721 16 juillet 1976 - 31 décembre 1976 (65/35). 1 volume
- 722 Table alphabétique du registre d'inscription au privilège agricole (série 66). [XXe siècle]. 1 volume

J. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT DE LENS

1. ACTES DU RECEVEUR
- 723 Actes du receveur des domaines. 1925-1946. 1 chemise
- 724 Répertoires des actes du receveur des domaines. 1939-1963. 1 chemise

2. BIENS CORPORELS

- 725 - 728 SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS CORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32). 1876-1956.*
- 725 19 avril 1876 - 21 septembre 1906 (32/2). 1 volume
- 726 23 février 1907 - 1er février 1937 (32/3). 1 volume
- 727 18 février 1937 - 20 novembre 1945 (32/4). 1 volume
- 728 30 novembre 1945 - 4 mai 1956 (32/5). 1 volume
- 729 - 738 ANNEXES DU SOMMIER DE CONSISTANCE DES BIENS CORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32). 1890-1966.*
- 729 Volume 2, articles 138 à 225. 1890-1930. 1 chemise
- 730 Volume 3, articles 1 à 86. 1907-1926.

		1 liasse
731	Volume 3, articles 1 à 187. 1892-1942.	1 chemise
732	Volume 3, articles 188 à 325. 1900-1955.	1 liasse
733	Volume 4, articles 56 à 308. 1939-1966.	1 chemise
734	Volume 4, articles 1 à 319. 1937-1945.	1 liasse
735	Volume 5, articles 89 à 223. 1949-1957.	1 liasse
736	Volume 5, articles 1 à 111. 1945-1956.	1 chemise
737	Volume 6, articles 4 à 47. 1956-1957.	1 chemise
738	Volume 6, articles 100 à 126. 1960-1963.	1 chemise
739	Sommier des biens corporels immobiliers appartenant à l'État (série 32A, volume 6). 4 mai 1956 - 10 novembre 1969.	1 volume
740	Sommiers des concessions (série 32C, volume 1). 1949 - 14 août 1959.	1 volume
	<i>741 - 742 ANNEXES DU SOMMIER DES CONCESSIONS (SÉRIE 32C). 1947-1974.</i>	
741	Volume 1, articles 2 à 257. 1947-1974.	1 chemise
742	Volume 2, articles 1 à 202. 1961-1968.	1 chemise

*743 - 744 SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS INCORPORELS
APPARTENANT À L'ÉTAT ET DES PRODUITS GÉNÉRALEMENT
CONNUS SOUS LE NOM DE PRODUITS DIVERS (SÉRIE 33). 1949-
1969.*

743 18 septembre 1948 - 10 juillet 1961 (33/7). 1 volume

744 4 août 1961 - 30 décembre 1969 (33/8). 1 volume

3. PRIVILÈGE AGRICOLE

*745 - 767 REGISTRES D'INSCRIPTION DU PRIVILÈGE AGRICOLE
(SÉRIE 65). 1938-1969.*

745 27 avril 1938 - 9 juillet 1941 (65/8). 1 volume

746 9 juillet 1941 - 14 mai 1947 (65/9). 1 volume

747 14 mai 1947 - 29 juin 1948 (65/10). 1 volume

748 29 juin 1948 - 9 septembre 1949 (65/11). 1 volume

749 9 septembre 1949 - 15 janvier 1951 (65/12). 1 volume

750 15 janvier 1951 - 17 juillet 1952 (65/13). 1 volume

751 17 juillet 1952 - 26 novembre 1953 (65/14). 1 volume

752 26 novembre 1953 - 4 avril 1955 (65/15). 1 volume

753 4 avril 1955 - 12 janvier 1957 (65/16). 1 volume

754 12 janvier 1957 - 21 avril 1958 (65/17). 1 volume

755 28 avril 1958 - 3 juin 1959 (65/18). 1 volume

756	3 juin 1959 - 26 juillet 1960 (65/19).	1 volume
757	26 juillet 1960 - 6 novembre 1961 (65/20).	1 volume
758	7 novembre 1961 - 12 juillet 1962 (65/21).	1 volume
759	12 juillet 1962 - 21 mars 1963 (65/22).	1 volume
760	21 mars 1963 - 3 février 1964 (65/23).	1 volume
761	3 février 1964 - 17 septembre 1964 (65/24).	1 volume
762	17 septembre 1964 - 11 juin 1965 (65/25).	1 volume
763	11 juin 1965 - 4 avril 1966 (65/26).	1 volume
764	4 avril 1966 - 14 février 1967 (65/27).	1 volume
765	14 février 1967 - 17 juin 1968 (65/28).	1 volume
766	17 juin 1968 - 24 octobre 1969 (65/29).	1 volume
767	24 octobre 1969 - 31 décembre 1969 (65/30).	1 volume
768	Table alphabétique du registre d'inscription du privilège agricole (série 66). [XXe siècle].	1 volume
 <i>K. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT DE MONS I</i>		
769	1. PRIVILÈGE AGRICOLE Registre d'inscription du privilège agricole (série 65, volume 8). 6 octobre 1959 - 31 décembre 1969.	1 volume

770 Table alphabétique du registre d'inscription du privilège agricole (série 66). [XXe siècle].
1 volume

L. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT DE MONS II

1. PRIVILÈGE AGRICOLE

771 - 780 REGISTRES D'INSCRIPTION DU PRIVILÈGE AGRICOLE (SÉRIE 65). 1931-1976.

771 1er mai 1931 - 22 octobre 1941 (65/1).
1 volume

772 22 octobre 1941 - 10 août 1948 (65/2).
1 volume

773 10 août 1948 - 7 mai 1950 (65/3).
1 volume

774 8 mai 1950 - 16 janvier 1958 (65/4).
1 volume

775 16 janvier 1958 - 9 mars 1964 (65/5).
1 volume

776 9 mars 1964 - 9 mai 1969 (65/6).
1 volume

777 12 mai 1969 - 26 avril 1972 (65/7).
1 volume

--- 6 octobre 1959 - 31 décembre 1969 (65/8).
1 volume

778 26 avril 1972 - 24 juillet 1974 (65/9).
1 volume

779 25 juillet 1974 - 8 novembre 1976 (65/10).
1 volume

780 8 novembre 1976 - 31 décembre 1976 (65/11).

781 Table alphabétique du registre d'inscription au privilège agricole (série 66, volume 1). [XXe siècle].
1 volume

M. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT DE MONS III

1. PRIVILÈGE AGRICOLE

782 - 797 REGISTRES D'INSCRIPTION DU PRIVILÈGE AGRICOLE (SÉRIE 65). 1953-1976.

782	1er mars 1953 - 26 mai 1955 (65/1).	1 volume
783	26 mai 1955 - 22 novembre 1956 (65/2).	1 volume
784	22 novembre 1956 - 17 juillet 1958 (65/3).	1 volume
785	17 juillet 1958 - 28 mai 1960 (65/4).	1 volume
786	29 mai 1960 - 22 janvier 1962 (65/5).	1 volume
787	22 janvier 1962 - 10 janvier 1963 (65/6).	1 volume
788	11 janvier 1963 - 13 avril 1964 (65/7).	1 volume
789	13 avril 1964 - 17 septembre 1965 (65/8).	1 volume
790	17 septembre 1965 - 15 décembre 1966 (65/9).	1 volume
791	15 décembre 1966 - 16 mai 1968 (65/10).	1 volume
792	17 mai 1968 - 19 décembre 1969 (65/11).	1 volume
793	19 décembre 1969 - 29 février 1972 (65/12).	1 volume
794	1er mars 1972 - 13 juin 1973 (65/13).	1 volume
795	14 juin 1973 - 14 mars 1975 (65/14).	1 volume

-
- 796 14 mars 1975 - 18 octobre 1976 (65/15).
1 volume
- 797 18 octobre 1976 - 31 décembre 1976 (65/16).
1 volume
- 798 Table alphabétique du registre d'inscription du privilège agricole
(série 66, volume 1). 1953-1976.
1 volume
- N. BUREAU DES ACTES JUDICIAIRES ET DU TIMBRE
EXTRAORDINAIRE DE MONS*
- 799 Inventaire des registres, sommiers, tables et autres documents
(série 57). [XXe siècle].
1 volume
- O. BUREAU DES PRODUITS DIVERS DE BOUSSU*
- 800 - 803 ACTES ET RÉPERTOIRES DES ACTES DU RECEVEUR DES
DOMAINES. 1924-1952.
- 800 1924-1929.
1 chemise
- 801 1930-1939.
1 liasse
- 802 1940-1949.
1 liasse
- 803 1950-1952.
1 liasse
- 804 Sommier de consistance des biens corporels appartenant à l'État
(série 32, volume 2). 1er mai 1931 - 22 janvier 1953.
1 volume
- 805 - 809 ANNEXES DU SOMMIER DE CONSISTANCE DES BIENS
CORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32). 1900-1953.
- 805 Volume 3, articles 35 à 146. 1900-1927.
1 liasse
- 806 Volume 3, articles 11 à 171. 1912-1947.
1 liasse

807	Volume 5, articles 2 à 75. 1937-1949.	1 liasse
808	Volume 5, articles 76 à 187. 1945-1952.	1 liasse
809	Volume 6, articles 124 à 136. 1945-1952.	1 chemise
---	--- SOMMIERS DES BIENS CORPORELS IMMOBILIERS APPARTENANT À L'ÉTAT (32A). 1946-1973. 7 décembre 1951 - 1970 (36).	1 volume
---	1946-1973 (37).	1 volume
---	Sommier des concessions (32C, volume 35). 6 juillet 1951 - 28 février 1958.	1 volume
	810 - 813 ANNEXES DU SOMMIER DES SUCCESSIONS VACANTES OU EN DÉSHÉRENCE (SÉRIE 35, VOLUME 1, ARTICLES 10 À 31). 1921- 1955.	
810	<i>810 - 812 RESSORT DE BOUSSU. 1921-1955.</i> Articles 1 à 13. 1921-1955.	1 liasse
811	Articles 14 à 22. 1930-1953.	1 liasse
812	Articles 28 à 31. 1932-1950.	1 liasse
813	Ressort de Pâturages. 1921-1955.	1 liasse
	814 - 815 ANNEXES DU SOMMIER DE CONSISTANCE DES BIENS CORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32). 1925-1950.	
814	Volume 4, articles 1 à 185. 1925-1937.	1 liasse
815	Volume 4, articles 186 à 212. 1933-1950.	1 liasse

-
- 816 Annexes du sommier de consistance des biens séquestrés (série 37). 1916-1957.
1 liasse
- P. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT DE SAINT-GHISLAIN I
(EX-BOUSSU I)*
1. BIENS CORPORELS ET INCORPORELS
- 817 - 820 SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS CORPORELS
APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32). 1895-1953.*
- 817 30 septembre 1895 - 31 décembre 1918 (32/3).
1 volume
- 818 1er avril 1919 - 15 avril 1938 (32/4).
1 volume
- 819 4 mai 1938 - 24 octobre 1950 (32/5).
1 volume
- 820 6 novembre 1950 - 13 février 1953 (32/6)
1 volume
- 821 Annexes du sommier de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32, volume 3). 1899-1930.
1 liasse
- 822 - 825 SOMMIERS DES LOCATIONS D'IMMEUBLES ET DES
CONCESSIONS (SÉRIE 32A). 1973-1992.*
- 822 5 décembre 1973 - 15 mars 1976 (32A/2).
1 volume
- 823 1985-1992 (32A/3).
1 volume
- 824 1985-1992 (32A/5).
1 volume
- 825 1985-1992 (32A/6).
1 volume
- 826 Sommiers des biens corporels mobiliers appartenant à l'État (série 32B, volume 1). 31 mars 1950 - 24 décembre 1975.
1 volume

-
- 827 Annexes du sommier des biens corporels mobiliers appartenant à l'État (série 32B, volume 1, articles 2 à 14). 1969-1975. 1 chemise
- 828 828 - 829 *SOMMIERS DES CONCESSIONS (SÉRIE 32C). 1969-1975.*
10 avril 1969 - 28 août 1975 (32C/10). 1 volume
- 829 1970-1975 (32C/1). 1 volume
- 830 830 - 831 *SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS INCORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT ET DES PRODUITS GÉNÉRALEMENT CONNUS SOUS LE NOM DE PRODUITS DIVERS (SÉRIE 33). 1972-1976.*
13 septembre 1972 - 7 janvier 1976 (33/6). 1 volume
- 831 18 février 1976 - 27 avril 1976 (33/7). 1 volume
- 832 2. *SUCCESSIONS VACANTES OU EN DÉSHÉRENCE*
Sommier des successions vacantes ou en déshérence (série 35, volume 1). 1972-1980. 1 volume
- 833 Annexes du sommier des successions vacantes ou en déshérence (série 35, volume 1, articles 1 à 8). 1969-1976. 1 chemise
- 834 3. *SURSÉANCES INDÉFINIES*
Sommier des surséances indéfinies (série 41, volume 1). 1851-1976. 1 volume
- 835 4. *PRIVILÈGE AGRICOLE*
835 - 847 *REGISTRES D'INSCRIPTION DU PRIVILÈGE AGRICOLE (SÉRIE 65). 1955-1977.*
14 décembre 1955 - 17 août 1957 (65/10). 1 volume
- 836 17 août 1957 - 25 mai 1959 (65/11).

		1 volume
837	25 mai 1959 - 31 janvier 1961 (65/12).	1 volume
838	1er février 1961 - 21 mai 1962 (65/13).	1 volume
839	22 mai 1962 - 17 août 1962 (65/14).	1 volume
840	19 août 1963 - 8 avril 1964 (65/15).	1 volume
841	8 avril 1964 - 15 septembre 1965 (65/16).	1 volume
842	16 septembre 1965 - 8 août 1967 (65/17).	1 volume
843	20 août 1967 - 2 octobre 1969 (65/18).	1 volume
844	2 octobre 1969 - 8 décembre 1971 (65/19).	1 volume
845	8 décembre 1971 - 5 septembre 1973 (65/20).	1 volume
846	5 septembre 1975 - 20 janvier 1976 (65/21).	1 volume
847	20 janvier 1976 - 2 janvier 1977 (65/22).	1 volume
848	Table alphabétique du registre d'inscription du privilège agricole (série 66). [XXe siècle].	1 volume
 <i>Q. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT DE SAINT-GHISLAIN II (EX-BOUSSU II)</i>		
849	1. BIENS CORPORELS ET INCORPORELS Annexes du sommier des biens corporels immobiliers appartenant à l'État (série 32A, volume 1, articles 5 à 68). 1967-1975.	1 liasse

-
- 850 Sommier des biens corporels mobiliers appartenant à l'État (série 32B, volume 1). 16 janvier 1970 - 14 avril 1976.
1 volume
- 851 Annexes du sommier des biens corporels mobiliers appartenant à l'État (série 32B, volume 1, articles 1 à 21). 1970-1973.
1 chemise
- 852 Sommier de consistance des biens incorporels appartenant à l'État (série 33, volume 2). 21 juin 1974 - 30 avril 1975.
1 volume
- R. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT DE SOIGNIES I*
1. ACTES DU RECEVEUR
- 853 Actes et répertoires des actes du receveur des domaines. 1924-1964.
1 chemise
2. BIENS CORPORELS ET INCORPORELS
- 854 - 855 SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS CORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT (SÉRIE 32). 1908-1960.*
- 854 15 février 1908 - 8 août 1930 (32/4).
1 volume
- 855 14 août 1930 - 25 novembre 1960 (32/5).
1 volume
- 856 Sommier des biens corporels immobiliers appartenant à l'État (série 32A, volume 6). 25 avril 1962 - 14 mai 1963.
1 volume
- 857 Annexes du sommier des biens corporels immobiliers appartenant à l'État (série 32A, volume 5, articles 2 à 82). 1949-1965.
1 liasse
- 858 Sommier des biens corporels mobiliers appartenant à l'État (série 32B, volume 1). 3 août 1951 - 25 mars 1976.
1 volume
- 859 Sommier des concessions (série 32C, volume 1). 14 novembre 1950 - 3 janvier 1974.
1 volume
- 860 Sommier de consistance des biens incorporels appartenant à l'État

et des produits généralement connus sous le nom de produits divers (série 33, volume 10). 10 décembre 1964 - 12 février 1976.
1 volume

861 3. SUCCESSIONS VACANTES OU EN DÉSHÉRENCE
Sommaire des successions vacantes ou en déshérence (série 35).
1933-1979.
1 volume

4. PRIVILÈGE AGRICOLE

- 862** *862 - 887 REGISTRES D'INSCRIPTION DU PRIVILÈGE AGRICOLE (SÉRIE 65). 1939-1977.*
6 novembre 1939 - 23 décembre 1946 (65/7).
1 volume
- 863** 23 décembre 1946 - 7 février 1949 (65/8).
1 volume
- 864** 8 février 1949 - 4 juin 1951 (65/9).
1 volume
- 865** 4 juin 1951 - 21 juin 1954 (65/10).
1 volume
- 866** 21 juin 1954 - 2 juillet 1956 (65/11).
1 volume
- 867** 2 juillet 1956 - 16 octobre 1958 (65/12).
1 volume
- 868** 16 octobre 1958 - 9 mai 1961 (65/13).
1 volume
- 869** 9 mai 1961 - 27 juin 1962 (65/14).
1 volume
- 870** 27 juin 1962 - 12 avril 1963 (65/15).
1 volume
- 871** 12 avril 1963 - 13 avril 1964 (65/16).
1 volume
- 872** 13 avril 1964 - 11 juin 1965 (65/17).
1 volume

873	14 juin 1965 - 24 mars 1966 (65/18).	1 volume
874	24 mars 1966 - 1er février 1967 (65/19).	1 volume
875	2 février 1967 - 9 avril 1968 (65/20).	1 volume
876	11 avril 1968 - 29 mai 1969 (65/21).	1 volume
877	2 juin 1969 - 11 juin 1970 (65/22).	1 volume
878	11 juin 1970 - 15 avril 1971 (65/23).	1 volume
879	14 avril 1971 - 17 février 1972 (65/24).	1 volume
880	17 février 1972 - 31 août 1972 (65/25).	1 volume
881	1er septembre 1972 - 24 janvier 1973 (65/26).	1 volume
882	25 janvier 1973 - 9 octobre 1973 (65/27).	1 volume
883	9 octobre 1973 - 31 mai 1974 (65/28).	1 volume
884	31 mai 1974 - 27 mai 1975 (65/29).	1 volume
885	28 mai 1975 - 22 janvier 1976 (65/30).	1 volume
886	22 janvier 1976 - 24 septembre 1976 (65/31).	1 volume
887	24 septembre 1976 - 2 janvier 1977 (65/32).	1 volume
888	Table alphabétique du registre d'inscription du privilège agricole (série 66). [XXe siècle].	1 volume

*S. BUREAU DE L'ENREGISTREMENT DE SOIGNIES II
(EX-BRAINE-LE-COMTE)*

1. BIENS CORPORELS ET INCORPORELS

- 889** Annexes du sommier de consistance des biens corporels appartenant à l'État (série 32, volume 2, articles 7 à 111). 1951-1972. 1 liasse
- 890** Sommier des biens corporels mobiliers appartenant à l'État (série 32B, volume 1). 5 août 1952 - 1er mars 1976. 1 volume
- 891** Annexes du sommier des biens corporels mobiliers appartenant à l'État (série 32B, volume 2, articles 5 à 31). 1950-1960. 1 liasse
- 892** Sommier des concessions (série 32C, volume 3). 5 septembre 1968 - 5 septembre 1969. 1 volume
- 893 - 896 SOMMIERS DE CONSISTANCE DES BIENS INCORPORELS APPARTENANT À L'ÉTAT ET DES PRODUITS GÉNÉRALEMENT CONNUS SOUS LE NOM DE PRODUITS DIVERS (SÉRIE 33). 1924-1976.*
- 893** 3 mai 1924 - 30 août 1951 (33/1). 1 volume
- 894** 13 septembre 1951 - 12 octobre 1956 (33/2). 1 volume
- 895** 22 octobre 1956 - 21 janvier 1970 (33/3). 1 volume
- 896** 23 janvier 1970 - 7 avril 1976 (33/4). 1 volume
- 897** Annexes du sommier des successions vacantes ou en déshérence (série 35, article 12). 1939-1943. 1 chemise
- 898** Sommier de consistance des biens séquestrés (série 37, volume 1). 1929-1976. 1 volume
- 899** Annexes du sommier de consistance des biens séquestrés (série

37). 1925-1961.

1 chemise

2. PRIVILÈGE AGRICOLE

*900 - 918 REGISTRES D'INSCRIPTION DU PRIVILÈGE AGRICOLE
(SÉRIE 65). 1943-1976.*

900	1er octobre 1943 - 21 mai 1948 (65/1).	1 volume
901	21 mai 1948 - 17 janvier 1951 (65/2).	1 volume
902	17 janvier 1951 - 29 mars 1954 (65/3).	1 volume
903	30 mars 1954 - 26 juillet 1956 (65/4).	1 volume
904	26 juillet 1956 - 4 juin 1958 (65/5).	1 volume
905	5 juin 1958 - 12 mai 1961 (65/6).	1 volume
906	12 mai 1961 - 11 juillet 1962 (65/7).	1 volume
907	11 juillet 1962 - 30 mai 1963 (65/8).	1 volume
908	31 mai 1963 - 16 juin 1964 (65/9).	1 volume
909	17 juin 1964 - 10 juin 1965 (65/10).	1 volume
910	10 juin 1965 - 16 novembre 1966 (65/11).	1 volume
911	16 novembre 1966 - 25 mars 1968 (65/12).	1 volume
912	26 mars 1968 - 16 février 1970 (65/13).	1 volume
913	16 février 1970 - 30 août 1971 (65/14).	

		1 volume
914	31 août 1971 - 14 juillet 1972 (65/15).	1 volume
915	14 juillet 1972 - 12 juillet 1973 (65/16).	1 volume
916	12 juillet 1973 - 21 novembre 1974 (65/17).	1 volume
917	21 novembre 1974 - 4 décembre 1975 (65/18).	1 volume
918	4 décembre 1975 - 31 décembre 1976 (65/19).	1 volume
919	Table alphabétique du registre d'inscription du privilège agricole (série 66). [1943-1976].	1 volume
	<i>T. VÉRIFICATEUR DE L'ENREGISTREMENT</i>	
920	Registre de correspondance (série 49). 2 septembre 1897 - 26 mars 1923.	1 volume
	<i>U. BUREAU INDÉTERMINÉ</i>	
921	Sommier des biens dont les fabriques d'église et les établissements de bienfaisance ont été envoyés en possession (série 40). [1re moitié XIXe siècle].	1 volume